

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

Région du CENTRE

Département du NYONG ET KELLE

Arrondissement de BIYOUHA

COMMUNE DE BIYOUHA

CAMEROON

REPUBLIC OF

Peace – Work – Fatherlan

Center Région

NYONG AND KELLE DIVISION

BIYOUHA Sub-Division

BIYOUHA COUNCIL



PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT (PCD) DE BIYOUHA

TOME 1



Mai 2011

PAR : AADIH

SOMMAIRE

	INTITULE	PAGES
	Liste des abréviations	4
	liste des tableaux	5
	Liste des photos	5
	Liste des annexes	5
	RESUME	6
	INTRODUCTION	8
	Contexte et justification de l'intervention	9
	Présentation de la Commune	9
	Objectifs de l'intervention	9
	Taux et niveau de participation des populations à la planification	10
	Enoncé du plan	10
	DEMARCHE METHODOLOGIQUE	11
	Elaboration des différents Diagnostics :	12
	Le Diagnostic Institutionnel de la Commune (DIC)	12
	Le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal	12
	Le Diagnostic de niveau village	12
	Le Projet d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres	12
	La production du rapport consolidé des diagnostics	13
	Préparation de l'atelier d'élaboration du PCD de la	13
	Tenue de l'atelier d'élaboration du PCD	13
	Présentation de l'état des lieux de la Commune	13
	La Planification	14
	La vision de développement	14
	Détermination des axes stratégiques	14
	Le Cadre logique	14
	Les centres d'intérêt prioritaires	14
	La programmation	14
	Le PIA	14
	Un plan de passation de marché	14
	L'exécution	14
	MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE	15
	LOCALISATION.	16
	LES DONNEES PHYSIQUES	16
	Climat.	16
	Relief.	16
	les sols	16
	l'hydrographie	16
	la végétation	16
	la faune	17
	Les unités écologiques	17
	LE MILIEU HUMAIN	17
	LES ACTIVITES ECONOMIQUES	18
	LES ACTIVITES SOCIALES.	21
	LES SECTEURS SOCIAUX	22
	LES ACTEURS DU DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE.	24
	PLANIFICATION STRATEGIQUE	25
	LA VISION DE DEVELOPPEMENT DU MAIRE	26
	LA LOGIQUE DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE DE BIYOUHA	27
	TABLEAUX : CADRE LOGIQUE.	27
	CADRE DE DEPENSE A MOYEN TERME (3 ans) :	55
		55
	LES PROJETS COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX	84
	L'identification des ressources mobilisables	

Plan Communal de Développement de BIYOUHA

	La stratégie de mobilisation des ressources	
	La mobilisation de l'apport personnel dans le financement des micro - projets	
	PLANIFICATION OPERATIONNELLE.	86
	MOBILISATION DES RESSOURCES	87
	LE PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL 2011	89
	LE PLAN DE FONCTIONNEMENT ANNUEL 2011	91
	BUDGET ANNUEL	94
	LE PLAN DE PASSATION DE MARCHE POUR L'ANNEE 2011	95
	MISE EN ŒUVRE ET SUIVI - EVALUATION DU PCD	101
	MISE EN ŒUVRE	102
	ORGANE DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN.	102
	LE CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CDMT ET DU PIA	103
	LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE LOCALE	105
	PLAN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD	106
	SUIVI - EVALUATION	107
	CONCLUSION	109
	ANNEXES	110

LISTE DES ABBREVIATIONS

AADIH	:	Association pour l'Appui au Développement intégral de l'Homme
AGR	:	Activités Génératrices de Revenus
BEPC	:	Brevet d'études primaires élémentaires
BP	:	Budget prévisionnel
CA	:	Compte administratif
CAC	:	Centime additionnel communal
CC	:	Comité de Concertation
CC	:	Comité de Concertation
CD	:	Comité de Développement
CDI	:	Centre départemental des impôts
CDMT	:	Cadre de dépenses à moyen terme
CE1	:	Cours élémentaire 1
CE2	:	Cours élémentaire 2
CEP	:	Certificat d'études primaires
CES	:	Collège d'enseignement secondaire
CETIC	:	Collège d'enseignement technique industriel
CM1	:	Cours moyen 1 ^{ère} année
CM2	:	Cours moyen 2 ^{ème} année
CNLS	:	Comité National de Lutte Contre le SIDA
COMES	:	Conseil municipal élargi aux sectoriels
CP	:	Cours préparatoire
CSI	:	Centre de Santé Intégré
DIC	:	Diagnostic institutionnel communal
EM	:	Ecole maternelle
ENAM	:	Ecole nationale de Magistrature
EP	:	Ecole publique
FEICOM	:	Fonds d'équipement et d'intervention intercommunale
GIC	:	Groupe d'initiative commune
IAEG	:	Instituteur Adjoint de l'enseignement général
IC	:	Instituteur contractuel
IEG	:	Instituteur de l'enseignement général
IST	:	Infection sexuellement transmissible
Km²	:	Kilomètre carré
MINADER	:	Ministère de l'Agriculture et du développement rural
MINFOF	:	Ministère des forêts et de la faune
PACA	:	Programme d'amélioration de la compétitivité agricole
PADC	:	Programme d'appui au développement Participatif
PAJER-U	:	Projet d'appui à la jeunesse rurale et urbaine
PCD	:	Plan Communal de Développement
PIA	:	Plan d'investissement annuel
PIAASI	:	Prijet intégré d'appui aux acteurs du secteur informel
PNDP	:	Programme National de Développement Participatif
PV	:	Procès verbal
RDPC	:	Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
SEPO	:	Succès-échecs-potentialités-obstacles
SIDA	:	Syndrome d'immuno déficience acquise
SIL	:	Section d'initiation au langage
UPC	:	Union des populations du Cameroun

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau 1 : Ensemble des tableaux de synthèse des données du diagnostic par secteur
- Tableau 2 : Ensemble des tableaux de planification stratégique par secteur (CDMT)
- Tableau 3 : Besoins par secteur et par village
- Tableau 4 : Ressources mobilisables identifiées
- Tableau 5 : plan d'Investissement annuel 2011
- Tableau 6 : Plan de fonctionnement annuel 2011
- Tableau 7 : Calendrier de passation des marchés
- Tableau 8 : définition des actions à mener pour le Développement de l'Economie Locale

LISTE DES PHOTOS

- Page de garde : une vue du Maire accueillant l'autorité administrative devant la Mairie
- Photo 1 : Une palmeraie
- Photo 2 : Vue d'une pépinière de cacaoyer à NSONGA
- Photo 3 et 4 : Activité de transformation des noix de palme au village NSONGA
- Photo 5: une équipe de travail en activité sur la rivière MAPUGUE
- Photo 6 : pont en état de délabrement sur LONGO entre Nsonga et Song

LISTES DES ANNEXES

- Annexe1 : Bibliographie
- Annexe2 : Liste de l'équipe des facilitateurs
- Annexe3 : Fiche de présence des populations aux séances de travail

RESUME

La Commune de BIYOUHA créée par Décret n°95/082 du 24 avril 1995, d'une superficie d'environ 270 km², localisée dans le Département de Nyong et Kellé, a procédé du 30 mars au 1^{er} avril 2011 à l'élaboration de son Plan Communal de Développement, avec la participation de toutes les forces vives de la Commune et celle des responsables départementaux des ministères sectoriels. La méthode utilisée consistait à exploiter les données recueillies dans les villages et la Commune par des outils appropriés et consolidées dans un rapport présentant tous les Diagnostics fait dans cette unité administrative, à savoir : le Diagnostic des villages, le Diagnostic de l'Institution Communale, le Diagnostic de l'espace urbain Communal et le Projet d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres.

Pour définir concrètement la stratégie de développement de la Commune de BIYOUHA, il était question:

- De présenter, enrichir et valider l'état des lieux présentant la situation de développement actuelle de la Commune de BIYOUHA produite dans le rapport consolidé des diagnostics de ladite Commune ;
- De prendre en compte tous les problèmes des Communautés ;
- De faire une analyse des problèmes identifiés ;
- De rechercher des solutions adaptées à l'environnement de la commune par la définition des objectifs et des pistes d'actions;
- De planifier les actions retenues sur cinq ans, sur la base de la vision de développement définie au préalable par le Maire et enrichie par les participants;
- De ressortir les centres d'intérêt prioritaires de la Commune à travers une liste des micros projets envisageables ;
- De mettre sur pied un dispositif de mise en œuvre et de suivi évaluation des actions retenues.

Au terme des diagnostics de la Commune en tant qu'espace et institution, les problèmes suivants ont été identifiés :

- Faible Production agricole
- Faible production des protéines animales et halieutiques
- Litige foncier
- Difficulté de contrôle et de gestion des terres
- Absence d'organisation du cadre urbain
- Cadre de vie non approprié
- Dégradation progressive de l'environnement
- Exploitation anarchique des ressources forestières et fauniques
- Accès difficile aux services publics
- Précarité de l'éducation de base
- Accès difficile aux enseignements secondaires
- Difficultés d'accès aux soins de santé
- Difficulté d'accès à l'eau potable et à l'électricité
- Réseau routier insuffisant et délabré
- Mauvais état de certains ponts
- Difficulté d'encadrement des personnes vulnérables
- Faible épanouissement de la fille et de la femme
- Faible épanouissement des jeunes
- Difficulté d'accès aux aires de jeu et de loisirs.
- Difficultés de déplacement des populations et des biens
- Difficulté de transformation des produits de récolte
- Perte des valeurs culturelles traditionnelles
- Difficulté de commercialisation des produits
- Difficulté de promotion de la culture locale
- Difficultés à promouvoir les petites et moyennes entreprises
- Difficulté d'information et de communication
- Faible intervention de l'Institution communale à la prise en charge des populations ;
- Difficultés d'accès à l'enseignement supérieur

Les principales causes de ces problèmes sont entre autres :

Le faible revenu des populations, l'insuffisance des infrastructures d'accueil des élèves, Mauvaises conditions d'hygiène, prise en charge tardive des malades, Insuffisance des points d'eau, Mauvais fonctionnement des comités de gestion des infrastructures communautaires, Mauvais état des pistes et insuffisance de leur entretien, Ignorance du potentiel forestier et des techniques d'exploitation, Main d'œuvre limitée, paresse, individualisme, la vente inorganisée des produits, le faible encadrement des populations et le

Plan Communal de Développement de BIYOUHA

non respect des aînés. Quant aux causes de l'intervention insuffisante de l'institution communale, les causes premières sont l'incivisme fiscal, l'insuffisance du personnel communal et leur faible qualification ainsi qu'une faible intervention des conseillers municipaux aux actions de la commune.

L'analyse de ces causes a permis aux participants d'ébaucher des solutions sous forme d'objectifs qui sont :

- Améliorer de 50% la production agricole dans la Commune de BIYOUHA ;
- Gérer durablement les ressources forestières et fauniques
- Améliorer la production des protéines animales
- Améliorer la commercialisation des produits de récolte
- Promouvoir l'entrepreneuriat collectif
- Promouvoir la culture locale
- Assurer l'épanouissement des jeunes
- Développer le sport et les infrastructures sportives
- Faciliter l'accès aux nouvelles techniques d'information et de communication
- Améliorer et augmenter le réseau routier
- Faciliter le déplacement des personnes et des biens
- Améliorer les conditions de santé des populations
- Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique
- Faciliter l'accès aux enseignements secondaires
- Promouvoir l'épanouissement de la fille et de la femme
- Améliorer les conditions de l'éducation de base
- Faciliter l'encadrement des personnes vulnérables
- Faciliter la formation professionnelle et l'auto emploi des jeunes
- Promouvoir une sécurité sociale et une gestion durable des activités productives des travailleurs
- Promouvoir le tourisme dans la commune
- Maitriser le développement urbain et améliorer le cadre et les conditions de vie des populations
- Rationaliser l'allocation des ressources foncières et améliorer la gouvernance du patrimoine communal
- Promouvoir l'utilisation des résultats de la recherche et des innovations
- Promouvoir l'exploitation des carrières de sable et des pierres
- Renforcer les capacités d'intervention de l'institution communale
- Faciliter la communication entre les parties prenantes au développement de la commune
- Promouvoir un environnement sain
- Faciliter l'accès à l'enseignement supérieur

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan de Développement, plusieurs activités ont été prévues pour les trois années et contenues dans le Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT). Leur exécution nécessite la libération des moyens financiers tant par la Commune que par les partenaires extérieurs intérieurs. Le coût global de ces actions pour les trois ans est estimé à deux milliards sept cent trente huit millions six cent quarante six mille francs CFA (2 738 646 000 FCFA) alors que pour la première année et dans le cadre du Plan d'Investissement Annuel (PIA), la commune devra mobiliser **516 171 500 (cinq cent seize millions cent soixante onze mille cinq cents francs) FCFA**.

Les microprojets intercommunaux envisageables pour les prochaines années sont :

- L'électrification de la commune
- La construction d'une Cité Communale ;
- L'élaboration d'un Plan sommaire d'urbanisation ;
- Construction et entretien de 30 kilomètres de pistes rurales
- La construction de 20 salles de classe dans les institutions scolaires de la Commune ;
- Construction de 23 points d'eau potables.
- Construction du Centre de Promotion de la Femme et de la Famille à BIYOUHA

Un Comité de pilotage pour la mise en œuvre du PCD a été créé par Monsieur le Maire de la Commune de BIYOUHA.

Il convient de signaler que le présent PCD a été élaboré sur financement du PNDP à travers l'Organisme d'Appui Local dénommé « AADIH », sous contrat avec la Commune de BIYOUHA pour la mise en œuvre du développement participatif.

INTRODUCTION

1. Contexte et justification de l'intervention

Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) est un outil que le gouvernement met en place avec l'appui de ses partenaires pour permettre aux Collectivités en milieu rural de se doter des moyens d'une participation effective au processus de développement. Considéré aujourd'hui comme un des principaux outils de la décentralisation au Cameroun, le PNDP a le devoir d'être à l'écoute des collectivités territoriales décentralisées en vue de les accompagner de la manière la plus efficace qui soit dans le processus de planification participative, de programmation et de suivi de leurs activités.

C'est un programme conçu dans l'optique de Croissance et l'emploi en vue de la réduction de la pauvreté et de promotion d'un développement durable en zones rurales au travers de :

- L'organisation des bénéficiaires,
- Le renforcement de leurs capacités,
- Leur implication dans l'identification de leurs besoins prioritaires,
- La recherche des solutions,
- La planification et la mise en œuvre des actions de développement social et économique.

Pour contribuer à améliorer durablement les conditions de vie des populations rurales et notamment les plus défavorisées, la Commune avec l'appui du PNDP se fixe pour objectifs de :

- Assurer la prise en charge du développement du milieu, des Communautés rurales et des acteurs locaux,
- Améliorer l'accès aux services de base, la sécurité alimentaire et les revenus des populations,
- Contribuer à l'amélioration de la gouvernance locale.

Il convient de signaler que le présent PCD a été élaboré avec l'appui du PNDP à travers l'Organisme d'Appui Local dénommé « AADIH ».

2. Présentation de la Commune

La Commune de BIYOUHA créée par Décret N°95/082 du 24/04/1995 qui couvre l'arrondissement de BIYOUHA est l'une des Communes du Département de Nyong et Kéle dans la Région du centre au Cameroun. Sa population d'environ 10 000 âmes disséminée dans 10 villages et d'une superficie de 270 km² est principalement composée de 07 clans du groupe ethnique Bassa, mais il existe des ressortissants d'autres groupes qui y mènent quelques activités.

3. Objectifs de l'intervention

L'objectif global est définir la vision de développement de la Commune de BIYOUHA.

De façon spécifique, il est question de :

- De récapituler les diagnostics élaborés dans la Commune en vue de définir l'état des lieux de la Commune ;
- De prendre en compte tous les problèmes des Communautés ;
- De faire une analyse des problèmes identifiés ;
- De rechercher des solutions adaptées à l'environnement de la commune par la définition des objectifs et des pistes d'actions;
- Définir pour la première année le Plan d'Investissement annuel (PIA) présentant les actions à mener pour la première année ;
- De produire un Cadre de Dépense à Moyen Terme sur trois ans ;
- De ressortir les centres d'intérêt prioritaires de la Commune à travers une liste des micros projets envisageables ;
- De mettre sur pied un dispositif de mise en œuvre et de suivi évaluation du PCD.

4. Taux et niveau de participation des populations à la planification.

L'implication de toutes les parties prenantes à l'atelier à savoir : l'exécutif municipal, les conseillers municipaux, le personnel communal, les présidents des Communautés et certains opérateurs économiques, a relevé le niveau de débat et les problèmes ont été traités sans passion et sur la base de la triangulation. Ce dynamisme est également reconnu par la qualité des interventions des uns et des autres mais aussi par l'assiduité des participants qui ont été présents du début jusqu'à la fin de l'atelier. En ce qui concerne le taux de participation, Cinquante sept (57) personnes ont effectivement pris part, pendant les 03 jours à l'élaboration participative du Plan de développement Communal. La proportion moyenne par groupe socio professionnel était de 10 conseillers Municipaux, 08 représentants des Ministères sectoriels, 10 Présidents des CC, 02 Représentants de la société civile, 10 élites ; 03 Agents communaux et 03 opérateurs économiques.

5. Enoncé du plan

Outre cette introduction, le résumé et la conclusion, le présent Plan Communal de Développement s'articule autour des principaux points à savoir :

- I. La démarche méthodologique ;
- II. La Monographie de la Commune;
- III. La Planification stratégique ;
- IV. La planification opérationnelle ;
- V. La Mise en œuvre et Suivi évaluation
- VI. Les Annexes.

I. DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Le Plan Communal de Développement de BIYOUHA viendra à la suite des Diagnostics réalisés à l'Institution communale, dans l'espace urbain communal, dans les villages et enfin du projet d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres ; conditions idéales pour l'élaboration d'un plan qui intègre les préoccupations des populations et de l'Institution Communale, dans l'espace et dans le temps. Les étapes suivantes ont été considérées:

1. Elaboration des différents Diagnostics ;
2. La production du rapport consolidé des Diagnostics ;
3. Préparation de l'atelier d'élaboration du PCD de la Commune ;
4. Tenue de l'atelier d'élaboration du PCD.

1. Elaboration des différents Diagnostics :

Quatre Diagnostics sont faits par des équipes multidisciplinaires de l'OAL AADIH dans l'optique d'avoir l'état des lieux de la Commune de BIYOUHA, et de pouvoir faire une planification devant prendre en compte des problèmes réels de la Commune.

Les différents diagnostics élaborés sont entre autres :

Le Diagnostic Institutionnel de la Commune (DIC)

Il permet d'évaluer en termes de forces et les faiblesses de l'Institution Communale, la gestion des ressources humaines, financières, patrimoniale ainsi que la gestion des relations et d'en proposer un plan de renforcement des capacités. Ce qui permet d'améliorer l'efficacité de l'Institution communale dans la prise en charge des populations et le relèvement de leurs niveaux de vie.

Le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal

L'Espace urbain communal défini comme la ville potentielle de la Commune représentant son chef lieu est évalué sur les plans gestion de l'espace, prise en charge des populations y vivant et les différentes parties prenantes au développement de ce milieu. Il s'est fait en utilisant les outils de la MARP. Il était question à terme de faire une planification stratégique et opérationnelle de toutes les actions devant être menées par différents intervenants pour le développement de la ville.

Le Diagnostic de niveau village

D'après le calendrier validé par le Maire et confirmé par les chefs de villages et leurs populations lors des tournées de sensibilisation et de prise de contact, l'équipe des planificateurs arrive au village la veille du début de l'atelier. Elle peut ainsi commencer certaines activités à l'exemple de l'histoire du village, recueillir certaines informations à travers l'interview semi-structurée ainsi que les fiches laissées au facilitateur endogène et remplir certaines fiches de collecte de données de base. Trois jours durant, cette équipe de l'OAL séjournera dans chaque village aux fins de collecter de façon participative toutes les informations sur la base des outils appropriés de la MARP. En même temps, une équipe technique spécialisée s'occupera de la prise des données géo référencées par le GPS qui seront matérialisées sur la carte.

Le Projet d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres

Le diagnostic est l'inventaire et la caractérisation des atouts, potentiels, contraintes. Il permet de faire une identification approfondie par groupes sociaux et par composante environnementale. Une cartographie du village ou de la commune doit être faite en relation avec les unités de paysage de la zone. Puis on procède au remplissage et à la validation de la matrice de diagnostic des ressources naturelles. L'équipe en collaboration avec le responsable des questions socio-environnementales va procéder à la collecte des données secondaires sur le milieu physique, biologique et humain (mode d'organisation des communautés). Un inventaire des atouts, potentialités et contraintes de la commune sera élaboré à cet effet. Les membres de l'équipe vont ensuite effectuer une enquête auprès des populations marginales (Minorités) dans les domaines de l'éducation, de la citoyenneté, l'agriculture/élevage, gestion des PFNL, sécurisation foncière, la culture, l'habitat. Au cours de ces entretiens les populations bénéficiaires se rendront compte des problèmes liés à l'environnement à

travers les différents outils comme l'ISS, la carte du village, la matrice diagnostic des ressources naturelles et le transect. Les zones sensibles seront identifiées et les grands problèmes environnementaux diagnostiqués. Une liste des problèmes environnementaux sera établie en rapport avec l'approche genre et une analyse des atouts et potentialités de la commune seront faites. En plus, une synthèse des problèmes (arbres à problèmes, tableau de causes / effets et une analyse par rapport à la loi et à la valeur accordée par les populations seront étudiées.

2. la production du rapport consolidé des diagnostics

A la fin de l'élaboration des quatre diagnostics, un travail de synthèse de toutes les données recueillies est fait au bureau, en présence de certains responsables sectoriels, avec pour objectif de préparer l'état des lieux présentant la situation de référence de la Commune à présenter lors de l'atelier d'élaboration du PCD.

Cette synthèse des données des diagnostics est faite par secteur d'activités

Exemple : si nous prenons le secteur eau, il sera question de ressortir tous les points d'eau de chaque unité territoriale (forage, puits équipé, puits aménagé, source), les localiser par le GPS, et à partir de la population de chaque village ou quartier, trouver les problèmes liés à l'eau de ses populations.

A la fin de la synthèse des données par secteur, la situation de référence de la Commune est présentée et la liste des problèmes par secteur est également consolidée. Les arbres à objectifs ainsi que les différents Cadres logiques par secteur sont produits Les données peuvent être présentées lors de l'atelier d'élaboration du PCD de la Commune.

3. Préparation de l'atelier d'élaboration du PCD de la Commune ;

Avec la Commune il faut préparer tout le processus, à savoir :

- Réunion d'Information/sensibilisation des acteurs concernés (Maires, Conseil municipal, Autorités) sur le pourquoi (justification/utilité du PCD), le comment, le quand et les enjeux du PCD ;
- Prise de la décision d'élaborer un PCD (qui se traduit par l'appropriation des enjeux) ;
- Adoption d'un calendrier d'élaboration des étapes du diagnostic et de la planification ;
- Validation de la programmation des étapes (objectifs, activités, rôles/responsabilités, acteurs) ;
- La collecte et l'analyse des données secondaires de la commune, à partir de la « fiche des données de la Commune »,
- Identification des besoins d'ordre logistique ;
- Préparation pédagogique ;
- Synthèse des données des PDL.

3. Tenue de l'atelier d'élaboration du PCD

En atelier, le PCD se fait en trois étapes successives :

- Présentation de l'état des lieux de la Commune, enrichissement et validation ;
- Planification
- La Programmation
- Exécution/suivi évaluation

Présentation de l'état des lieux de la Commune

Il faudra tour à tour :

- Présenter la Situation de départ (données des diagnostics, arbres à problèmes, arbres à objectifs, cadre logique) ;
- Organiser les groupes d'enrichissement ;
- Travail d'analyse des données de situation, des arbres à problèmes, des arbres à objectifs et des cadres logiques de la Commune par secteur ;

- Présentation du travail enrichi dans les différents groupes et validation en plénière ;

La Planification

La vision de développement : la Planification commence par la présentation par le Maire de la Commune de sa Vision de Développement qui est par la suite commenté et si possible enrichi par les participants. En effet le Maire sur la base des Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD) et le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE), décrit son rêve c'est-à-dire sa vision de la Commune plusieurs années plus tard.

Détermination des axes stratégiques : Avec les arbres à objectifs par secteur, l'analyse des approches alternatives est faite afin de déterminer les axes prioritaires des stratégies à développer pour les années à venir. Il s'agit pour chaque objectif de d'arrêter les moyens réellement utilisables par la Commune pour l'atteinte des finalités.

Le Cadre logique

La planification des axes stratégiques faite à l'aide de l'outil appelé cadre logique, présente ainsi les objectifs globaux ou les finalités, les objectifs spécifiques qui sont ceux par secteur, les résultats attendus qui sont les axes stratégiques ainsi que les activités à mener pour atteindre ces résultats d'une part, d'autres part, à chacune des stratégies sus évoquées il faudra déterminer ses indicateurs, les sources de vérification ainsi que des hypothèses de supposition.

Les centres d'intérêt prioritaires.

Une liste de micro projets envisageables pour les prochaines années, issus des problèmes recensés dans les villages et à l'Institution communale, est arrêtée.

La programmation

Le PIA : Pour une programmation efficiente, le Maire de la Commune présente au préalable, les différentes sources potentielles de financement du Plan d'Investissement Annuel. Une distribution des projets est par la suite faite suivant les besoins des populations et suivant les secteurs financés. Un tableau de programmation en est ainsi faite pour les actions à mener pour la première année.

Un plan de passation de marché est également fait présentant un projet de chronogramme de passation des marchés des différents projets à financer pour la première année. Son exécution commence au montage des requêtes de financement par un prestataire qui doit être choisi.

L'exécution :

Le Dispositif de mise en œuvre du PCD : c'est un organisme de mise en œuvre et de suivi évaluation du PCD. Dénommé Comité de pilotage, il est chargé du suivi de la réalisation des différentes programmations faites lors de l'atelier et reconduites après évaluation à la fin de chaque année.

Pour une mise en œuvre endogène du plan communal de développement élaboré de façon participative par toutes les forces vives intervenant au sein de la commune, il est mis en place un comité de pilotage et de suivi évaluation du PCD par arrêté municipal. Le mandat donné à ce comité est précisé dans l'arrêté sus évoqué et présenté en annexe. Les membres de ce comité présidé par le Maire de la Commune de BIYOUHA viennent du conseil municipal, des forces vives de la Commune et des services déconcentrés de l'Etat. Ils sont représentatifs de toute la commune selon les critères de localisation, d'appartenance aux différentes commissions communales.

II. MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE

II.1. LOCALISATION.

La commune de BIYOUHA qui couvre l'arrondissement de BIYOUHA, localisée dans le Département de NYONG et KELLE dans la Région du CENTRE au Cameroun.

La carte de la Commune de BIYOUHA en annexe, montre que la Commune est située à l'Ouest du Département du Nyong et Kellé et au nord-Ouest de la Commune d'Eseka. Elle est limitée :

- Au Nord par les Communes de DIBANG et NGOG-MAPUBI,
- Au Sud et au Sud-Est par la Commune de MESSONDO,
- Au Nord-est par la Commune d'ESEKA
- A l'Ouest par la rivière KELLE, limite naturelle avec le Département de la Sanaga Maritime

Le territoire de la Commune de forme imprécise, couvre une superficie de 270 km².

II.2. LES DONNEES PHYSIQUES.

I.2.1. Climat.

Il est de type équatorial à 04 saisons :

- Une grande saison sèche de mi-novembre à mi-avril,
- Une petite saison des pluies de mi-avril à mi-juin,
- Une petite saison sèche de mi-juin à mi-août,
- Une grande saison des pluies de mi-août à mi-novembre.

II.2.2. Relief.

Le relief moins heurté avec une succession de montées et descentes donnant dans des vallées faiblement encaissées propices à la pisciculture, est celui d'un plateau qui s'incline du nord de la Commune (MEMEL, BIYOUHA) vers le sud (SOMAPAN), passant de 233 m d'altitude à environ 160 m dans la région sud. Notons-y la présence de grands rochers au village BIYOUHA et d'une grande Colline à NSONGA pouvant faire l'objet d'exploitation touristique ou en carrières devant rentrer les devises en ce qui concerne les rochers.

II.2.3. les sols.

De manière générale, les sols de BIYOUHA sont de type ferralitique, sablo limoneux, de couleurs allant de brun rouge au noir. Ce sont des sols très profonds par la masse d'humus provenant de la flore nombreuse du fait d'une végétation abondante. Ils sont propices à l'agriculture et donnent de meilleurs rendements dans les zones où la jachère est de longue durée.

II.2.4. l'hydrographie.

Le réseau hydrographique s'organise autour des rivières Kéle, MWANDA créant des limites Ouest et Sud de la Commune, et de leurs principaux affluents : ILANGA, LONGO, LEP NGUEN, MAPUGUE, LEP BOO, NGO NUMBA, MANDENGUE, LEP KOY, qui sont les principales rivières réparties dans la commune.

Toutes ces rivières qui sont les plus importantes, collectent leurs eaux d'innombrables ruisseaux prenant leurs sources ça et là dans les forêts.

II.2.5. la végétation.

La végétation présente une diversification d'espèces avec une stratification complète des grands arbres jusqu'à la strate herbacée. Les principales essences exploitables existantes sont : le moabi, l'iroko, le fraquet, le bibolo, le bubinga, le beté et certains produits non ligneux utilisés en artisanat (le rotin, le raphia et ses dérivés, le bambou de chine et certaines lianes. Le reste de la végétation autour des maisons est faite de plantations et des champs vivriers, les jachères et les arbres fruitiers.

II.2.6. la faune.

Le potentiel faunique est constitué des animaux de toute sorte allant des petits rongeurs aux espèces protégées. Notons que la dernière apparition des éléphants dans la Commune d'après la déclaration d'une vieille personne ne date pas de plus de 50 ans.

Quelques espèces sauvages fréquemment rencontrées sont entre autres : les rats, écureuil, singes, lièvres, porc-épic, antilope, chimpanzé, aulacodes, les serpents de plusieurs types (vipères, mamba vert, boa, couleuvre), etc. certains oiseaux (oiseau gendarme, colibri, épervier, perdrix, calao, pélican, touraco, martin pêcheur, toucan, corbeau, etc.)

Les espèces domestiquées sont : le chien, chat, mouton, chèvre, porc, la volaille.

II.2.7. Les unités écologiques.

Les unités écologiques existantes sont :

- **La forêt** qui est principalement de type secondaire, signe d'une exploitation intense par les sociétés forestières légales et illégales, mais il existe des zones de forêts vierges au fur et à mesure qu'on s'éloigne de la zone d'habitation.
- **Les jachères** : ce sont les espaces cultivées et laissés en repos pendant un certain temps pour reconstitution du sol. Les jachères sont plus éloignées des habitations que les plantations et sont limitrophes avec des forêts. Les jachères sont vouées à l'établissement de la culture du palmier à huile qui est la principale source de revenu des populations de la Commune. Le temps requis pour une bonne jachère n'est pas respecté à certaines localités à cause de la difficulté de préparation du sol par l'outillage rudimentaire ainsi que le manque de moyen pour d'autres quand il faut abattre les grands arbres.
- **Les bas fonds** : la Commune de BIYOUHA présente des zones marécageuses et certains bas fonds propices à la culture maraîchère, bien que cette dernière ne soit pas dans les habitudes des populations. Notons néanmoins quelques individualités qui commencent à y émerger.
- **Les zones rocheuses** : notons la présence dans certains villages des grands rochers (SOMAPAN vers la rivière KELLE et BIYOUHA) occupant des espaces donnés. Ceux-ci ont un potentiel touristique important par leurs formes ou leurs grandeurs, mais aussi un potentiel économique par la création des carrières de pierres.

II.3. LE MILIEU HUMAIN.

II.3.1. Histoire.

Au départ, il faisait partie de l'arrondissement de MESSONDO avant le décret N°95/082 du 24 avril 1995 comme district et érigé en arrondissement en 2010

II.3.2. Les données démographiques.

La population de la Commune de BIYOUHA qui compte 10 villages est estimée à 5 388 habitants. (Source : *fiches des données de base des Communautés*). C'est une population essentiellement paysanne.

La Commune de BIYOUHA est essentiellement habitée par les Bassas repartis dans les principaux groupes ethniques suivants : BADJOB ; LOG NDOG ; LOG MANGAN ; LOG PAGAL ; NDOG NKENG ; NDOG TJACK ; NYAMBONG tous originaires du Département. Citons la présence d'autres ethnies (Etons, Ewondos, Bamilékés, Nordistes et Anglophones) venant d'autres régions pour des raisons d'affectation, de recherche d'emploi ou alors de voisinage.

II.3.3. Culture.

Elle n'est pas très développée. Néanmoins notons entre autres valeurs encore retrouvées le respect des aînées malgré des déviations constatées avec l'avènement de la mondialisation. Plusieurs pratiques caractérisent le milieu :

La pratique du veuvage : l'homme ou la femme qui perd son partenaire officiel est soumis à certaines pratiques aux fins de lui éviter certains désagréments qui peuvent soit lui raccourcir la

durée de vie, soit le rendre infirme. Autrefois ce rituel était exclusivement pratiqué par une personne ayant perdu son conjoint ; aujourd'hui, il est mis en œuvre par les pasteurs ou prêtres.

Le Ngambi : c'est une pratique de voyance qui consiste à consulter les ancêtres à travers les initiés avant d'entreprendre une action quelconque.

Le MBOG : il se caractérise par la connaissance de la culture BASAA. Son détenteur appelé Mbombok, est le dépositaire de la tradition. Il proclame en dernier recours les sentences après débat par les populations, peut bénir ou maudire un individu.

Le KAT : c'est une punition affligée à un individu ou une famille à la suite d'une déviation observée. Le concerné est alors mis en quarantaine par le patriarche jusqu'à l'observation de certains rites libérant le concerné.

LIKAA : c'est une maladie survenue après que deux personnes de même famille de sexes opposées commettent l'adultère. Elles sont soignées solennellement parfois en reprenant les mêmes actes.

Le MBAG : c'est également une maladie contactée après avoir tué une personne physique. On peut de ce fait être soigné par le médecin traditionnel appelé MBAMBAGA suivant des rites bien spécifiés.

Le NDANDI : c'est un rituel qu'accomplit une personne vivante qui veut voir sa descendance de quatrième génération qui vient de naître.

II.4. LES ACTIVITES ECONOMIQUES

L'économie de la Commune de BIYOUHA repose essentiellement sur les secteurs productifs :

- a) **l'Agriculture** qui occupe 80% de la population active. Les exploitations agricoles sont essentiellement familiales et les récoltes sont vendues non transformées en ce qui concerne les cultures vivrières.

Elle est la principale activité des populations. Elle se fait en culture associée pour les cultures vivrières à quelques exceptions près. Toutes les cultures sont également produites dans tous les ménages. Cette diversification épargne les populations de certaines dépenses d'argent pour un équilibre alimentaire. Les principales cultures pratiquées sont :

- le palmier à huile : c'est la principale culture pérenne de la Commune de BIYOUHA. Elle est pratiquée par presque tous les paysans dans tous les villages. La superficie totale des palmeraies est estimée à 1768 hectares. Son expansion véritable date de l'avènement des plantations villageoises initiées par la SOCAPALM vers les années 1977.



Photo 1 : une palmeraie



photo 2 : Vue d'une pépinière de cacaoyer à NSONGA

Plan Communal de Développement de BIYOUHA

- le cacao : c'est une culture qui a été abandonnée pendant longtemps par une baisse du cours sur le marché mondial, mais qui aujourd'hui reprend de l'essor dans la Commune. Produit presque dans tous les villages, il se vend sur place et même dans les domiciles par coxage ; ce qui ne met pas en exergue sa valeur au vu des faibles prix pratiqués sur le marché par non organisation des producteurs. Sa superficie totale dans la commune est estimée à 362 ha.
- le bananier plantain : il est produit dans tous les villages de la Commune de BIYOUHA. C'est la principale source de revenu de ces populations en ce qui concerne les cultures vivrières. Le plantain récolté est vendu soit sur place aux acheteurs venant même du Gabon, soit à ESEKA ou à BOUMNYEBEL suivant la proximité du producteur. Il procure beaucoup de ressources financières aux populations. Sa superficie moyenne de production dans la commune s'élève à environ 651 ha.
- le manioc : il abonde dans les villages et passe facilement sur le marché hors mis la difficulté d'évacuation et de transformation par manque de moyen de locomotion et de transformation. Les femmes productrices des bâtons de manioc prennent souvent la peine de se déplacer pour ESEKA ou BOUMNYEBEL pour écraser le manioc, augmentant ainsi le coût de production et diminuant le bénéfice.
- macabo : le plus souvent cultivé en association avec le bananier plantain, il est beaucoup plus produit à MEMEL, TUMGOG, NSONGA et donne de meilleurs rendements.
- l'arachide : n'est pas produite en grande quantité, néanmoins elle contribue largement à l'alimentation des ménages mais certaines familles s'en procure des bénéfices dans une moindre mesure. Elle est beaucoup plus cultivée en association avec du maïs et du manioc.
- les autres cultures vivrières : on y retrouve toutes les autres cultures produite en zones forestières au Cameroun. Elles sont produites soit en culture pure (ignames de toutes sortes, parfois maïs) ou alors en association. Produite pour la consommation familiale, certaines procurent des revenus importants quand elles sont faites pour des objectifs de commerce. Citons entre autres : le taro, la patate, les concombres
- les arbres fruitiers rencontrés sont : le manguiier, l'avocatier, le safoutier, le corossolier, les agrumes, le goyavier, etc.
- les cultures maraîchères : c'est une activité moins développée dans la Commune du fait des habitudes et du faible encadrement des producteurs. Néanmoins on note ci et là quelques producteurs isolés à production moins importante.

b) l'élevage.

Il est principalement celui de l'autoconsommation. C'est un élevage traditionnel où les bêtes sont permanemment en divagation. Actuellement trois éleveurs modernes se démarquent à TUMNGOG et à SONG POUA. Les espèces rencontrées sont : les porcs, les chèvres, moutons, la volaille constituée de poules et canards.

c) la pêche.

Le réseau hydrographique ne présentant pas de très grands cours d'eau, c'est une pêche artisanale principalement d'autoconsommation. Elle se fait à la ligne, au filet dans la KELLE ou alors les barrages. On note la présence de quelques étangs piscicoles entretenus par des particuliers qui vendent de temps en temps la production pas très importante.

d). l'exploitation des ressources naturelles.

- les produits non ligneux : ils surabondent les forêts mais sont sous exploités. Notons néanmoins quelques exploitants des écorces d'arbres aux fins de médecine naturelle ou alors qui les vendent hors de la Commune. Le développement de la vannerie est faible alors que la forêt inonde de rotin,

de bambous de chine et de marécages. Il a été identifié une personne de troisième âge au village NSONGA produisant les nattes et paniers.

- les grands arbres : il n'existe plus assez de forêt vierge dans la Commune. En effet plusieurs coupes de bois ainsi que des scieurs isolés ont exploité aussi bien légalement qu'illégalement les arbres de valeur.

e) la chasse.

Elle est développée et pratiquée par presque tous les ménages avec des objectifs différents d'une personne à une autre. En effet certains la pratiquent comme activité pour la recherche d'un gain et tuent tout animal rencontré par absence des postes forestiers et de chasse, alors que d'autres le font uniquement pour l'équilibre alimentaire. Les types de chasse rencontrés sont : les pièges, les tranchées, les poisons et la chasse à l'arme à feu.

f) la transformation.

Elle est surtout faite pour le manioc et les noix de palme.

Le manioc : il est transformé en bâton de manioc et en couscous, produits à la demande élevée. Cette transformation se fait soit manuellement soit par les unités telles que les moulins à vivres frais qui sont presque inexistant dans la Commune de BIYOUHA, freinant ainsi le niveau de transformation du manioc dans les ménages et par ricochet leur revenu.

Les noix de palme : les noix de palme produites dans la Commune de BIYOUHA sont à plus de 60 % transformées sur place. Ceci se vérifie par le nombre de pressoir à huile manuel rencontré dans les villages et communément appelés *tour du monde* qui créent une dépense importante d'énergie à leurs utilisateurs, mais aussi par certaines autres unités moins nombreuses et pas à la bourse des producteurs. Au paravent la production les noix récoltées étaient livrées à la SOCAPALM d'ESEKA et la rémunération était fonction du nombre de kilogrammes de noix livrés.



Photos 3 et 4 : Activité de transformation des noix de palme au village NSONGA

g) Le commerce : la population de la Commune vit de la vente des produits de récolte. Celle-ci est faite soit sur place par les acheteurs venant des grandes villes, de BOUMNYEBEL, d'ESEKA, du GABON, qui viennent sur rendez-vous, ou alors le producteur lui-même se déplace pour les deux premières destinations. Le déplacement des producteurs coûte plus cher par rareté de moyen de transport. Les principaux produits vendus sont le plantain, l'igname, le macabo, le manioc transformé ou non, l'huile de palme, du taro, de certains produits de la cueillette comme le NJANSAN, la pâte issue des mangues sauvages utilisée pour la préparation de plusieurs sauces et du gibier.

La vente de cacao se fait sur place individuellement par coxage pour mauvaise organisation des producteurs.

En ce qui concerne les produits du palmier à huile, l'huile de palme s'achète soit sur place par les revendeurs venant de partout, mais aussi par un établissement dénommé « DOPY » qui vient avec un camion citerne, soit par déplacement du producteur. Quant aux noix de palme, certains fils de la

localité achètent la production par tonne et la transforme en huile pour la recherche du bénéfice. Notons que certains producteurs livrent encore les noix à la SOCAPALM.

Il faut noter qu'aucun marché n'est construit dans la Commune.

Une autre branche du commerce est le développement des débits de boisson à domicile sans formalisation juridique. Les boutiques sont rares mais les produits de première nécessité se vendent dans les domiciles.

h) **l'Épargne et le crédit** : c'est une activité qui prend son essor à travers les mécanismes simples communément appelés tontines développés au sein des Associations familiales à base communautaire. Aucune institution de micro finance n'est installée dans la Commune de BIYOUHA, fragilisant ainsi le Développement de l'Economie Locale (DEL).

i) **l'artisanat et le tourisme.**

- l'artisanat n'est pas du tout développé malgré l'existence des ressources utilisables.
- le tourisme est inexistant malgré l'existence des points d'attraction tels les grands rochers et grottes de la KELLE au village SOMAPAN, les collines HIKOA NGOLLON et YAMB SENDE successivement à MEMEL et NSONGA.

j) **les Services.**

Il n'existe pas des services comme les cybers café, ni de boutiques, encore moins des établissements hôteliers ou auberges. Pour la restauration, certaines femmes vendent à la sauvette la viande de brousse préparée qu'elles transportent dans les marmites.

Notons qu'au vu du développement du trafic par les motocyclettes, une personne de troisième âge communément dénommée « Mécanicien général » est installée au village NSONGA et dépanne tous les conducteurs de moto ayant des problèmes de crevaison sur l'axe sud SONG POUA – NSONGA – SOMAPAN – SONG NKOUMONDO.

II.5. LES ACTIVITES SOCIALES.

Dans la commune, la vie sociale est réglementée par plusieurs autorités :

a- **l'autorité traditionnelle** :

- **les Chefferies traditionnelles** : la Commune de BIYOUHA ne compte aucun groupement avec 10 villages. Les chefs de troisième degré appelés chefs de villages participent au développement local et servent de courroie de transmission entre les communautés et l'administration. Ils règlent tous les litiges ou différends qui lui sont présentés par les populations et rendent compte au supérieur hiérarchique qui est le Sous-préfet.
- **le patriarcat** : c'est une autre forme d'autorité traditionnelle. Représentant une grande famille, le patriarche est son porte parole et détient le pouvoir des ancêtres. Il est la première personne à être consultée lorsqu'il y a des problèmes familiaux graves. Il peut alors soit consulter les ancêtres soit organiser des rites pour réparer le mal. Il est détenteur du pouvoir de vie ou de mort.
- **Le guérisseur traditionnel** : c'est une force consultée par certaines personnes chaque fois qu'elles ont des initiatives à entreprendre aux fins d'éviter toute éventualité d'échec, ou alors lorsqu'une maladie est soupçonnée non naturelle. Il détient une force de prédiction et a le pouvoir de soigner.

b- **l'autorité religieuse** :

Le christianisme est la seule religion rencontrée dans la Commune de BIYOUHA. Les chrétiens sont de plusieurs obédiences à savoir les protestants de plusieurs confessions, les plus nombreux et les catholiques.

Plan Communal de Développement de BIYOUHA

Nous dénombrons les petites chapelles dans tous les villages. La grande paroisse protestante située à BIYOUHA est gérée par un Pasteur chargé d'entretenir spirituellement les chrétiens. Les Chrétiens de l'EPC se communient également dans 03 paroisses avec chacune à sa tête un Pasteur. Il n'y a pas de prêtre catholique dans toute la Commune.

c- la politique.

Sur le plan politique, deux partis sont représentés à savoir :

- le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), majoritaire et détient tous les sièges dans le conseil municipal.
- l'Union des Populations du Cameroun (UPC).

d- **la vie associative** : tous les villages regorgent des associations de solidarité qui ont pour rôle l'entraide entre les membres, la pratique de l'épargne et le crédit pour certaines. Pour faciliter les travaux agricoles, les groupes de travail se constituent dans l'optique de réduire la pénibilité de travail. Notons la présence de quelques GICs se confondant parfois aux associations de solidarité et dont certains sont non opérationnels. Au total, il a été recensé 12 GIC et 43 Associations dans toute la Commune.

e- L'habitat :

L'habitat est varié et les maisons construites sans respect d'un quelconque plan d'urbanisation qui d'ailleurs, n'existe nulle part. La notion de regroupement n'est pas connue et chaque personne construit sur le terrain de ses ancêtres. La majorité de la population habite des maisons en semi dures. Certaines élites construisent de très belles villas dans leurs localités d'origine.

II.6. LES SECTEURS SOCIAUX.

1. Education.

L'Education des enfants de la Commune de BIYOUHA se fait à travers :

- 06 écoles primaires publiques, réparties dans 05 villages à savoir : SONG NKOUMONDO, BIYOUHA, MEMEL, SONG-POUA, SONG BAYANG et l'EP de SONG DIBONG se trouvant à TAYAP, un village voisin de la Commune de MESSONDO.
- 01 CES à BIYOUHA ;

Plusieurs difficultés sont rencontrées dans ce secteur et recrutent entre autres l'insuffisance d'infrastructures et équipements, l'insuffisance des écoles qui fait que les élèves parcourent les longues distances, l'insuffisance des enseignants et parfois la non résidence de ceux affectés dans les différentes localités par manque d'infrastructures d'accueil en l'occurrence les habitations et l'électricité, sans oublier enfin le non engagement véritable de certains parents à la prise en main des problèmes de scolarisation de leurs enfants. Notons également la déstabilisation de certains ménages parce que certaines épouses se déplacent toute l'année pour aller rester à ESEKA et même ailleurs pour l'encadrement des enfants.

2. la Santé.

La santé de la majorité des populations de la Commune de BIYOUHA est précaire à cause de la faible pratique de l'hygiène de vie, de la consommation de la mauvaise eau, mais aussi et surtout parce que celles-ci ne se soignent pas convenablement par le non développement des infrastructures sanitaires. En effet dans les 10 villages de la Commune, notons l'existence d'un seul Centre de Santé Intégré fonctionnel à SONG BAYANG actuellement sans personnel par affectation du seul infirmier qui y était.

3. le VIH/SIDA.

La menace du VIH plane dans les villages parce que c'est une maladie mal connue des populations surtout des Communautés assez retirées qui n'ont jamais bénéficié d'aucune sensibilisation y afférente. 03 Communautés sur les 10 ont bénéficié dans le temps de la constitution des CLLS qui ont d'ailleurs disparu aussitôt que les financements s'étaient arrêtés. Certaines localités surtout celles proches de BOUMNYEBEL, sont déterminées zones à risque par facilité d'accès et par la

présence en leur sein des étrangers venus pour la pratique de certaines activités. Citons entre autres BIYOUHA, MEMEL.

4. les routes.

Tous les villages sont joignables par les pistes moins praticables en toute saison, bien que certains hameaux soient complètement enclavés. Les causes sont le non classement des routes par les travaux publics qui fait qu'aucun entretien ne soit programmé, ainsi que le non entretien par les populations ; le mauvais état des ouvrages d'art en l'occurrence sur les axes SONG POUA – SOMAPAN ; SONG DIBONG – SONG BAYANG – BANG SOMBI ; MEMEL – POUTH KELLE. Le réseau routier de la Commune compte près de 60 km de route en terre.



Photo 5 : une équipe de travail en activité sur la rivière MAPUGUE



Photo 6 : pont en état de délabrement sur LONGO entre Nsonga et Song

5. l'Eau.

La Commune de BIYOUHA compte au total 20 points d'eau potable (10 puits et 10 forages) dont 03 forages et 05 puits non fonctionnels. La distribution de ces points d'eau n'est pas homogène car certaines Communautés ont plus de 03 puits fonctionnels alors que d'autres telles que BANG SOMBE et SOMAPAN n'en n'ont aucun. Cette situation est bien présentée sur le tableau en annexe présentant la distribution des points d'eau dans la Commune.

6. Energie.

Le problème de manque de réseau électrique AES SONEL est le principal dans la Commune de BIYOUHA. La Commune de BIYOUHA est totalement non électrifiée. Une ligne avait été construite il y a longtemps entre SOMBO et le village BIYOUHA, mais par mauvaise réalisation du travail, elle n'a jamais été branchée sur le réseau AES SONEL. Les populations utilisent les groupes électrogènes pour les plus organisées et munis alors que les autres utilisent les lampes tempêtes à pétrole.

7. la Gestion Durable de l'Environnement.

C'est un secteur mal connu par les populations de la Commune. En effet les aspects environnementaux ne sont pas pris en compte dans la mise en œuvre des programmes de développement. Seul le bon sens des populations les guide dans le choix des espaces d'investissement. C'est la raison pour laquelle l'implantation des immeubles et autres infrastructures n'obéit à aucune logique. L'exploitation anarchique des ressources forestières et faunique en est un autre témoin. Un autre exemple est la non prévision d'un espace pour l'implantation de la ville dans le village BIYOUHA prévu comme espace urbain.

8. Protection sociale.

Elle est instinctive. Les enfants orphelins, personnes âgées ou handicapées vivent au sein de leurs familles d'origine et bénéficient d'un encadrement minimum réduit à la nutrition et aux soins médicaux, à la limite des possibilités des encadreurs. Aucun centre d'encadrement n'y est implanté, ni le Centre Social. Seule la Commune jouait ce rôle avant le transfert des compétences et des ressources à elle par l'Etat.

8. Moyens d'information et de communication.

La Commune de BIYOUHA est moins arrosée par les réseaux téléphoniques existants à savoir MTN et ORANGE. Il existe dans les villages, des points repérés par les populations elles-mêmes où elles peuvent se placer et communiquer. De même tous les villages accèdent difficilement aux informations par radio ou par la télévision nationale par faible couverture.

D'autres moyens non moins importants sont les annonces dans les chapelles religieuses, les chefs des villages ou les Conseillers municipaux.

II.7. LES ACTEURS DU DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE.

L'Institution communale : c'est le premier acteur de développement. Elle prend en compte tous les problèmes qui se posent au sein des communautés et cherche à y apporter des solutions à travers ses fonds propres, dons et subventions reçus des différents bailleurs.

L'Elite : elle est la première force pour le développement de la Commune. Une certaine élite a cherché à mettre sur pied une dynamique au sein de la Commune aux fins de penser doublement au développement de leurs localités respectives et à celui de la Commune toute entière. Cette initiative jusque là ne mord pas totalement et les actions dans ce sens continuent à être mener.

Les sociétés et organismes

ASAFRO Cameroun : c'est une ONG de développement dont le siège est à YAOUNDE. Parmi les actions menées par cette ONG dans la Commune, nous notons un puits d'eau potable creusé dans le village MEMEL, mais qui actuellement ne fonctionne pas parce qu'il n'a pas atteint la véritable nappe phréatique par mauvaise exécution des travaux par le prestataire.

III. PLANIFICATION STRATEGIQUE

Il est question ici de présenter la stratégie mise en œuvre pour le développement de la Commune de BOYOUHA. En effet cette planification est subdivisée en trois parties, à savoir :

- La présentation des cadres logiques qui commence par la description de la vision de développement du Maire ;
- La présentation du Cadre de Dépense à Moyen terme à travers les tableaux de planification stratégique pour les trois prochaines années;

III.1. LA VISION DE DEVELOPPEMENT DU MAIRE

Les populations de la Commune de BIYOUHA, de par leur participation au Développement de l'Economie Locale, ont accès à 75 % aux services de base, dans un cadre de vie attrayant et ouvert aux Organismes de Développement et opérateurs économiques, pour un Développement durable.

Ceci passera par :

- L'accès aux services publics à 50% ;
- Les conditions de vie améliorées à 75% ;
- L'accès à l'électrification à 75%
- L'accès à l'éducation à 75% l'accès aux routes à 80%
- L'accès à la santé pour tous à 95%
- Les productions et le commerce améliorés à 90%
- Le sport amélioré à 80%
- Les jeunes encadrés à 50%

III.2. LA LOGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNE DE BIYOUHA

TABLEAU 1¹ : CADRE LOGIQUE.

Secteur : AGRICULTURE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		
Vision, but, objectif global	Assurer une croissance économique en vue de lutter contre la pauvreté pour l'amélioration du niveau de vie des agriculteurs				
Objectif spécifique	Améliorer la production agricole de 50% en 05 ans	Rendement à l'hectare élevé	Rapports sur les statistiques agricoles disponibles auprès des structures compétentes	Les s agriculteurs ont l'Accès facile aux vraies informations venant des services de l'Etat	
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les agriculteurs sont financés et appuyés matériellement	75 00 plants de palmiers sélectionnés et distribués par an	Fiches de décharge Rapport de distribution disponible	Interpeller toutes les parties présentes (Etat, Mairie, Agriculteurs, Partenaires)	
	2. l'encadrement agricole est renforcé	Les agriculteurs sont constamment assistés		La mairie doit s'impliquer	
Activités			Cadre estimatif		
Pour R1		Pour R2		Libellés	Montants
1.1. Création des GIC par les agriculteurs		2.1. Mise à disposition des encadreurs à la DAADER et au P.A de SOMAPAN		Total investissement	29 000 000
1.2. Formulation des demandes et appui en matériel végétal		2.2. Réalisation d'un diagnostic de base		Total Fonctionnement	850 000
1.3. Installations des pépinières de 7 500 plants de palmier dans les villages		2.3. Programmation des activités d'encadrement		Imprévus	
1.4. Distribution de 75 00 plants de palmier à huile à 500 jeunes par an		2.4. Accompagnement des agriculteurs à la réalisation des programmes		Total estimatif	29 850 000
		2.5. Suivi/Evaluation			

¹ Ensemble des tableaux des cadres logiques

Secteur : FORÊT ET FAUNE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources	
Vision, but, objectif global	Augmentation des recettes communales			
Objectif spécifique	Gérer durablement les ressources forestières et fauniques	La biodiversité est conservée	Rapport du sectoriel	Implication de l'Etat, des chefferies traditionnelles, la commune, les partenaires
Résultats stratégiques (Axes)	Un programme d'aménagement et de régénération des forêts et de valorisation des ressources forestières et fauniques est mis en œuvre	Document du programme	Existence d'un arrêté du Premier - Ministre	Nécessité d'un accompagnement par une structure compétente
Activités			Cadre estimatif	
Pour R1			Libellés	Montants
1.1. Validation de la délibération relative à la réalisation d'un programme de gestion de la forêt par le Conseil Municipal			Total investissement	4 700 000
1.2. promotion de la valorisation des produits forestiers non ligneux			Total Fonctionnement	4 500 000
1.3. mise en œuvre d'un système de régénération des forêts par plantation des arbres et de contrôle des eaux.			Imprévis	500 000
1.4. Suivi et aboutissement du dossier			Total estimatif	9 700 000

Secteur : ELEVAGE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de supposition	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, objectif global	but, Conditions de vie améliorées		Rapports des stratégies disponibles auprès des services compétents et des éleveurs Disponibilité des races améliorées,	Facilitation des données statistiques dans les élevages	Relevés et rapports statistiques élaborés et disponibles	Document des statistiques
Objectif spécifique	Améliorer la production des protéines animales de 50% en 03 ans	Nombre d'éleveurs cheptel par unité d'élevage	Rapport du sectoriel	Un terrain d'entente est créé entre le DDEPIA et la Commune	Convention élaborée et signée	Document de convention
Résultats (Axes stratégiques)	1. encadrement efficient des éleveurs et pisciculteurs.	Le nombre de producteurs émergents	Rapports des services d'élevage et de la Commune	Implication de l'Etat, de la Mairie et des éleveurs pour appui, suivi et formation	Des réunions tenues avec la mairie	Rapport
	2. les souches animales et halieutiques améliorées sont disponibles	Le nombre de ferme pilote	Rapports sectoriels et agent communal de développement	Changement de mentalités des populations		

Activités		Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Libellés	Montants
1.1-mise en place d'un programme d'appui aux éleveurs. 1.2- appui à l'installation des élevages.	2.1-subvention pour acquisition des variétés améliorées,	Total investissement	13 200 000
		Total Fonctionnement	2 000 000
		Imprévus	1 520 000
		Total estimatif	16 720 000

Secteur : COMMERCE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de supposition	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, objectif global	Assurer une croissance économique en vue de lutter contre la pauvreté pour l'amélioration du niveau de vie des agriculteurs					
Objectif spécifique	Améliorer la commercialisation des produits de récolte	Les pertes post-récoltes sont réduites Nombre de marchés créés et organisés	Rapport économique du Sous-préfet	Les producteurs sont organisés Entretien des pistes de collecte par les populations, la commune et l'Etat	Jours de marchés par spéculation	Arrêté préfectorale
Résultats (Axes stratégiques)	1. Trois (03) marchés périodiques créés et organisés par la Commune	Sites retenus et aménagés Accroissement des recettes municipales	Décision de création Rapport recette municipale	Expression des besoins par les populations et la Mairie		

Activités	Cadre estimatif	
Pour R1	Libellés	Montants
1.1. Définition des places de marché par la Commune	Total investissement	30 000 000
1.2. mise en œuvre du processus de création des marchés auprès des autorités compétentes	Total Fonctionnement	2 000 000
	Imprévus	3 200 000
	Total estimatif	35 200 000

Secteur : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		
Vision, but, objectif global	Amélioration du niveau de vie				
Objectif spécifique	Promouvoir l'entrepreneuriat collectif	Nombre de petites et moyennes entreprises			
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les producteurs sont accompagnés à la mise en place des PME	Cinq (05) PME à vocation rurale installés	Existence physique et fonctionnelle des infrastructures	Impliquer l'Etat, la Mairie, les promoteurs, les Élités, les Partenaires	
	2. l'esprit associatif est instauré	Nombre de GIC, GIE fiables et fonctionnels	Rapports sectoriel et Agent communal de Développement	Être en règle avec la fiscalité (Etat – Mairie) Respect des règles environnementales	
Activités			Cadre estimatif		
Pour R1		Pour R2		Libellés	Montants
1.1. Identification des Pme existantes		2.1. Sensibilisation des producteurs pour susciter des regroupements		Total investissement	15 850 000
1.2. Sensibilisation des promoteurs (producteurs) sur la promotion des PME		2.2. Légalisation des organisations (GIC – GIE – coopérative – union des GIC - association		Total Fonctionnement	18 500 000
1.3. Formulation des demandes d'appui pour la création ou le renforcement des capacités existantes				Imprévus	3 435 000
1.4. Appui et accompagnement des PME		2.4. Accompagnement des agriculteurs à la réalisation des programmes		Total estimatif	
1.5. Suivi des demandes formulées		2.5. Suivi/Evaluation			37 785 000

Secteur : CULTURE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources	
Vision, but, objectif global	- Revaloriser notre culture - Lutter contre l'exode rural			
Objectif spécifique	Promouvoir la culture locale	Organisation des rencontres parents/jeunes	Rapport Mairie	Volonté commune des parents et des jeunes après bonne sensibilisation
Résultats attendus	Les valeurs culturelles préservées	Changement de mentalités	Rapport socioéconomique du Sous-Préfet	Volonté conjuguée des différentes parties prenantes
Activités			Cadre estimatif	
Pour R1			Libellés	Montants
1. Rapprochement et sensibilisation des tenants de la culture			Total investissement	195 000 000
2. Inventorier les cultures existantes			Total Fonctionnement	19 300 000
3. Valoriser les cultures			Imprévus	21 430 000
4. Organisation des foires et festivals de culture			Total estimatif	235 730 000
5. construction des structures de culture				

Secteur : JEUNESSE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources	
Vision, but, objectif global	Bien – être des populations			
Objectif spécifique	Assurer l'épanouissement des jeunes	- Présence des jeunes au village - Engagement des jeunes aux travaux	Rapport de la mairie	Certaines actions attrayantes sont initiées à leur profit
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les centres d'attraction des jeunes sont créés	- Bibliothèque - Médiathèque - Ludothèque		Implication de la mairie et des forces vives
	2. La prise en charge des jeunes est assurée	Nombre important des jeunes impliqués dans les activités		

Activités		Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Libellés	Montants
1.1. Construction et équipement d'une bibliothèque	2.1. organisation des stages de vacances	Total investissement	79 750 000
1.2. Plaidoyer au MINJEUN pour création, construction et équipement d'un centre de jeunesse	2.2. recherche des financements pour les projets des jeunes dans des institutions agréées	Total Fonctionnement	-
1.3. Construction et équipement du centre de jeunesse	2.3. Sensibilisation des parents à l'encadrement de leurs enfants	Imprévus	7 975 000
1.4. organisation des activités sportives		Total estimatif	87 725 000

Secteur : SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources	
Vision, but, objectif global	Bien – être des populations			
Objectif spécifique	Développer le sport et les infrastructures sportives	Les infrastructures sportives	Rapport du Sous - préfet Si toutes les forces vives sont mobilisées	Rapport de réception des structures
Résultats (Axes stratégiques)	1. Structures d'encadrement et Associations sportives sont créées et mises en place	- Nombre de Terrains de jeu - Centre de jeunesse	Rapport du sectoriel	Les populations s'engagent à donner des espaces et apporter la main d'œuvre
	2. Les manifestations sportives sont organisées	Nombre de championnats ou d'activités sportives	Rapport Mairie	Engagement du sectoriel à organiser les activités

Activités		Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Libellés	Montants
1.1. Réhabilitation de cinq (05) terrains de foot	2.1. appui à l'organisation des championnats de vacances et scolaires	Total investissement	65 805 000
1.2. promotion d'une Association sportive à BIYOUHA		Total Fonctionnement	25 000 000
1.3. Construction et équipement du centre de jeunesse		Imprévus	9 080 000
		Total estimatif	99 885 000

Secteur : POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATION

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources	
Vision, but, objectif global	Améliorer les conditions de vie des populations			
Objectif spécifique	Faciliter l'accès aux nouvelles techniques de l'information et la communication	Communication effective	Rapport du Sous - préfet	Si la mairie et les services compétents sont impliqués
Résultats (Axes stratégiques)	1. les nouvelles technologies de l'information et de communication sont installées	Nombre de NTIC	Rapport de réalisation	Courant AES Sonel existe
	2. le transfert d'argent et le traitement rapide du courrier sont faits	Mouvement des opérations postales	Rapport des services postaux sont installés	
Activités				
Pour R1	Pour R2		Libellés	Montants
1.1. Plaidoyer auprès des opérateurs économiques	2.1. Plaidoyer auprès des services compétents		Total investissement	11 160 000
1.2. promotion à l'installation d'un Télé centre communautaire polyvalent dans la ville	2.2. Création des bureaux de poste		Total Fonctionnement	5 000 000
			Imprévus	1 616 000
			Total estimatif	17 776 000

Secteur : TRAVAUX PUBLICS

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources	
Vision, but, objectif global	Améliorer les conditions de vie des populations			
Objectif spécifique	Améliorer et augmenter le réseau routier	- Circulation intense et fluide	Rapport économique du Sous - préfet	
	1. au moins 13 Km de réseau routier communal sont classés prioritaires	Nombre de KM de route entretenus chaque année	PV	Implication de l'élite au plaidoyer
Résultats stratégiques) (Axes	2. Le comité communal des routes est créé	Travaux de réfection exécutés	Arrêté communal	Si toutes les parties sont impliquées
	3. Certains ouvrages d'art sont réparés	Nombre ponts et buses aménagées	Rapports du sectoriel et du maire	Si toutes les parties sont mobilisées
Activités			Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Libellés	Montants
1.1. définition du réseau	2.1. Mise en place du comité communal de route	3.1. Sensibilisation des populations	Total investissement	35 000 000
1.2. plaidoyer pour classement du réseau	2.2. Organisation des démembrements au niveau des villages	3.2. Recherche des financements pour arrangement des ouvrages d'art	Total Fonctionnement	-
	2.3 Financement des Tavaux d'aménagement		Imprévus	-
			Total estimatif	35 000 000

Secteur : TRANSPORT

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		
Vision, but, objectif global	Améliorer les conditions de vie des populations				
Objectif spécifique	Faciliter le déplacement des personnes et des biens	- Etat des routes - Circulation intensive - Nombre de véhicules par jour - Présence de l'élite aux activités	Rapport économique du Sous-préfet	Accompagnement du sectoriel	
Résultats (Axes stratégiques)	1. les moyens de locomotion sont diversifiés, et réguliers	Nombre de voitures et de motos	Rapport d'évaluation de la mairie	Elite sensibilisée et engagée	
	2. les structures de gestion du transport publics sont créées et fonctionnelles	Nombre de structures mises en place	Arrêté municipal	Les activités attractives sont créées	
Activités			Cadre estimatif		
Pour R1		Pour R2		Libellés	Montants
1.1. plaidoyer auprès des Elites pour investir dans le secteur de transport		2.1 Aménagement des gares routières par type de transporteur.		Total investissement	465 000 000
1.2. formation des transporteurs		2.2. organisation du secteur de transport par moto		Total Fonctionnement	113 600 000
		2.3. harmonisation des tarifs de transport		Imprévus	-
				Total estimatif	578 600 000

Secteur : SANTE PUBLIQUE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources	
Vision, but, objectif global	Accès aux soins de santé primaire à un grand nombre	Nombre de patients consultés	Registre de consultation	Baisse des coûts
Objectif spécifique	Améliorer les conditions de santé des populations	Taux de mortalité et de morbidité réduit	Rapports d'activités	Amélioration des conditions d'accueil et intérêt des populations
Résultats (Axes stratégiques)	1. Règles d'hygiène et de salubrité sont respectées	Conditions d'hygiène améliorées		Respect des règles d'hygiène élémentaire
	2. la prise en charge des malades Renforcée	Nombre des malades traités	Rapports des CSI	L'intérêt des populations à fréquenter les centres de santé
	3. diminution du risque de contamination du VIH/SIDA réduit	Taux de prévalence connu et réduit	Rapport GTR	Populations suffisamment sensibilisées et volontaires au dépistage
Activités			Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Libellés	Montants
1.1. organisation des Campagnes de sensibilisation à l'hygiène et salubrité	2.1. Faciliter l'affectation du personnel médical	3.1 Campagne de sensibilisation pour la lutte contre le VIH dans les zones à risque	Total investissement	200 000 000
1.2. Création d'un comité d'hygiène et de salubrité	2.2. Construction et équipement de 02 CSI	3.2. Organisation des séances de dépistage et prise en charge des malades	Total Fonctionnement	1 200 000
	2.3. renforcer les capacités d'intervention des COSA		Imprévus	-
			Total estimatif	201 200 000

Secteur : EAU ET ENERGIE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources			Suppositions
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		
Vision, but, objectif global	Accès pour tous à l'électricité et à l'eau potable	Eau potable et électricité existantes	- Rapports d'activités - Fiches statistiques		Expression des besoins
Objectif spécifique	Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique	Points d'eau multipliés et réseau électrique crée	Rapports sectoriels		Besoins des populations exprimés et pris en compte
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les points d'eau potable sont en nombre suffisant	Nombre de points d'eau potable construits			Forte implication des populations bénéficiaires et identification des sources de financement
	2. l'implication des populations est suscitée	Apport de la population disponible	- Rapports d'activités - Fiches de contribution		Bonne Mobilisation des populations
	3. Le réseau électrique AES SONEL arrose toute la Commune	Longueur du réseau AES Sonel Nombre de villages électrifiés	Rapports d'activités		Expression des besoins et mobilisation des populations
Activités			Cadre estimatif		
Pour R1	Pour R2	Pour R3		Libellés	Montants
1.1. Construction des puits et forages	2.1. Mobilisation de la contribution des populations	3.1. plaidoyer et recherche des financements auprès des financiers		Total investissement	79 000 000
1.2. Mise sur pied d'un comité de gestion et de suivi	2.2. Campagne de sensibilisation des populations	3.2. Mobilisation de la cote part des populations		Total Fonctionnement	200 000
1.3. Entretien des forages et certains puits non fonctionnels		3.3. construction lignes électriques		Imprévus	-
				Total estimatif	79 200 000

Secteur : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources	
Vision, but, objectif global	Accès d'un grand nombre aux enseignements secondaires	Effectifs des élèves accrus	- Fiches statistiques - Rapports d'activités	Intérêt des parents et des élèves
Objectif spécifique	Faciliter l'accès aux enseignements secondaires	Nombre d'établissements secondaires construits	Rapports d'activités	Implication de la communauté éducative
Résultats (Axes stratégiques)	1. Le nombre d'enseignants de qualité a accru	Nombre d'enseignants affectés	Notes d'affectation	Formation des enseignants en grand nombre, expression des besoins, respect du nombre d'enseignants/élèves
	2. Les établissements secondaires ont été créés et construits	Nombre d'établissements secondaires	Rapports d'activités	Dossiers de création montés, financement trouvé
	3. l'implication de l'élite locale à la construction des salles de classe est suscitée	Apport de l'élite locale disponible	- PV de réunion - Fiches de contribution	Mobilisation de l'élite locale
Activités			Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Libellés	Montants
1.1. Négociation de l'affectation du personnel enseignant	2.1. Montage du dossier de création et de construction d'un (01) CETIC	3.1 Campagne de sensibilisation de l'Elite à la construction des salles de classe	Total investissement	87 000 000
	2.2. Construction des salles de classes au CES de BIYOUHA	Mobilisation des ressources financières	Total Fonctionnement	250 000
			Imprévus	-
			Total estimatif	87 250 000

Secteur : PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		
Vision, but, objectif global	Intégration de la fille et de la femme	Taux de représentation de la femme amélioré	Rapports d'activités	Intérêt des femmes à se former	
Objectif spécifique	Promouvoir l'épanouissement de la fille et de la femme	Conditions de vie de la femme améliorées		Forte implication de la femme	
	1. les familles sont plus stabilisées	Harmonie et stabilité au sein des ménages	Rapports d'Enquêtes		
Résultats (Axes stratégiques)	2. les femmes et filles participent efficacement au bien-être des ménages	Nombre d'activités menées		Expression des besoins et identification des sources de financement	
Activités			Cadre estimatif		
Pour R1		Pour R2		Libellés	Montants
1.1. appui à l'intervention du sectoriel pour la formation morale, civique et intellectuelle de la femme et la fille		2.1. Montage du dossier de création et de construction CPFF		Total investissement	127 000 000
1.2. organisation des mariages collectifs		2.2. Construction et équipement d'un centre de promotion de la femme/fille		Total Fonctionnement	200 000
1.3. Assistance aux familles vulnérables		Mise en œuvre des programmes de promotion des AGR		Imprévus	-
				Total estimatif	127 200 000

Secteur : EDUCATION DE BASE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources			Suppositions
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		
Vision, but, objectif global	Rendre accessible l'éducation de base à un grand nombre	Effectifs des élèves accrus	- Fiches statistiques - Rapports sectoriel	Intérêts des parents	
Objectif spécifique	Améliorer les conditions de l'éducation de base	Taux de réussite		Forte implication de la communauté éducative	
Résultats (Axes stratégiques)	1. 10 écoles maternelles et 01 école primaire sont créées et construites	Nombre d'écoles maternelles et primaires construites	Rapports d'activités	Dossier de création monté et financement trouvé	
	2. Les effectifs des enseignants sont renforcés	Nombre d'enseignants affectés	Notes d'affectation	- recrutement des maîtres communaux et des parents	
	3. Les enseignants sont encadrés	Cadre du travail amélioré	Rapports APEE	Amélioration des conditions de travail et du cadre réglementaire	
	4. qualité des infrastructures améliorée	Nombre des infrastructures en bon état		Entretien par les parents	
Activités			Cadre estimatif		
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Libellés	Montants
1.1. montage du dossier de création et de construction de dix (10) écoles maternelles et 01 EP	2.1. négociation de l'affectation des enseignants ou affectation de nouveaux enseignants	3.1. appui à la construction de logements pour les enseignants	4.1. Dotation à l'entretien des infrastructures et à l'équipement des écoles	Total investissement	382 600 000
1.2. Lancement des appels d'offres	Recrutement des maîtres communaux	3.2. sensibilisation des populations au respect et à l'accueil des enseignants dans les villages	4.2. Dotation en paquets minima aux écoles	Total Fonctionnement	20 000 000
1.3-construction et équipement de 02 écoles primaire et de 02 écoles maternelles	2.3. Allocation d'une prime d'excellence aux enseignants			Imprévus	-
				Total estimatif	402 600 000

Secteur : AFFAIRES SOCIALES

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources	
Vision, but, objectif global	Amélioration des conditions de vie des personnes vulnérables	Conditions de vie des personnes vulnérables améliorées	Enquêtes et rapports	Mise en place d'une bonne politique sectorielle
Objectif spécifique	Faciliter l'encadrement des personnes vulnérables	Taux des personnes vulnérables connu	Fichier du service social	Identification des personnes vulnérables et leurs besoins
Résultats (Axes stratégiques)	1. les moyens financiers ont accru chez les personnes vulnérables	Budget de prise en charge revu à la hausse, nombre d'AGR	- Dotation budgétaire - Rapport de descente - Le fichier du service social	Accroissement des besoins, recherche, inventaire des sources de financement
	2. Les populations sont sensibilisées à l'hospitalité africaine	Demandes d'aide augmentées auprès du service social	Nombre de demandes enregistrées dans le fichier du service social	Organisation des campagnes de sensibilisation et d'information
	3. les structures d'encadrement sont créées et construites	Nombre de structures d'encadrement	Rapport d'activités	Dossier monté, financement trouvé
Activités			Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Libellés	Montants
1.1. Formation et financement des AGR	2.1. rédaction des Communiqués et messages	Promotion de la création des Œuvres Sociales Privées	Total investissement	52 700 000
1.2. Lobbying pour l'augmentation de la dotation budgétaire	2.2. organisation des campagnes de lutte contre la stigmatisation	Construction d'un CSO	Total Fonctionnement	26 000 000
			Imprévus	-
			Total estimatif	78 700 000

Secteur : MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		
Vision, but, objectif global	Croissance économique et emploi effectifs des jeunes				
Objectif spécifique	Faciliter la formation professionnelle et l'Auto emploi des jeunes	Nombre de jeunes installés à leur compte et menant les activités rémunératrices	Document de recensement des entreprises	Les jeunes sont recensés et volontaires	
Résultats stratégiques)	1. les jeunes bénéficient des formations directement opérationnelles	Nombre de jeunes formés	Rapport Mairie	Les formations retenues ne créent aucune charge pouvant dépasser la famille	
	2. Facilité de financement des certaines AGR	Qualité et nombre d'AGR installées	Rapport économique sous-préfet et sectoriel,	Les AGR retenues répondent aux sollicitations locales	
Activités			Cadre estimatif		
Pour R1		Pour R2		Libellés	Montants
1.1. mise sur pied d'un plan de formation et de l'apprentissage des technologies appropriées		2.1. appui au montage des requêtes de financement et recherche des potentiels financiers		Total investissement	50 500 000
1.2. sélection des potentiels bénéficiaires		2.2. appui à l'installation des AGR et suivi		Total Fonctionnement	5 000 000
1.3. appui à la formation professionnelle de 10 jeunes				Imprévus	-
				Total estimatif	55 500 000

Secteur : TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources	
Vision, but, objectif global finalité	Bien-être des populations assuré			Implication de l'Autorité administrative
Objectif spécifique	Promouvoir une sécurité sociale et une gestion durable des activités productives des travailleurs	Champs bien entretenus Rendement satisfaisant	Rapports sectoriels concernés	Travailleurs sécurisés
Résultats stratégiques) (Axes	1. Les ressources humaines sont sécurisées	Nombre de travailleurs affiliés à la CNPS	Dossier ouvert à la Mairie	Engagement des planteurs après sensibilisation
Activités			Cadre estimatif	
Pour R1			Libellés	Montants
1. recensement des travailleurs dans les différentes exploitations et entreprises			Total investissement	
2. sensibilisation des responsables des exploitations à la sécurité sociale			Total Fonctionnement	3 000 000
3. coaching pour la tenue des cahiers de gestion et comptes			Imprévus	
4. accompagnement des responsables à la souscription des employés à la CNPS			Total estimatif	3 000 000

Secteur : TOURISME

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		
Vision, but, objectif global finalité	Évolution significative du développement touristique				
Objectif spécifique	Promouvoir le tourisme dans la Commune	Flux des touristes	Rapport économique	Les populations libèrent les potentialités existantes	
Résultats stratégiques) (Axes	1. les sites touristiques sont recensés	Nombre de sites touristiques	PV de recensement	Appui des populations	
	2. le potentiel touristique de la Commune est connu et promu	Nombre de sites retenus pour exploitation	Rapport sectoriel	Accompagnement du sectoriel	
Activités			Cadre estimatif		
Pour R1		Pour R2		Libellés	Montants
1.1. recensement des potentiels sites touristiques		2.1. prendre des contacts avec MINTOUR pour classement des sites		Total investissement	-
1.2. invitation du sectoriel pour premier examen		2.2. Etude de viabilisation du site		Total Fonctionnement	4 000 000
		2.3. Recherche des potentiels opérateurs pour investissement		Imprévus	
				Total estimatif	4 000 000

Secteur : DÉVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources			Suppositions
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		
Vision, but, objectif global	Un espace économique communal intégré est créé				
Objectif spécifique	Maîtriser le développement urbain et améliorer le cadre et les conditions de vie des populations	Cadre de vie attrayant Niveau de trafic	Visibilité de l'espace		Engagement des élites à investir
Résultats stratégiques) (Axes	1. Infrastructures urbaines développées	Nombre de Bâtiments existants	PV de réception		Degré de recherche de financement du PCD
	2. l'accès aux services urbains de base amélioré	Taux d'accès des populations aux services de base Nombre de services de base installés	Rapport du sous-préfet et du DDDUH		Dynamisme de l'élite et du Maire
	3. Occupation des sols maîtrisée	Plan sommaire d'urbanisme	Document du plan		Les populations donnent du terrain
Activités				Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2		Pour R3	Libellés	Montants
1.1. recherche de financement pour construction bâtiments	2.1. Négociation et demande de création des services publics d'arrondissement		3.1. Sollicitation de la création de la Ville à BIYOUHA	Total investissement	116 500 000
1.2. appel des investisseurs	2.2. suivi affectation des différents personnels		3.2. délimitation de l'espace urbain	Total Fonctionnement	12 000 000
			3.3. mise en œuvre du Plan Sommaire d'Urbanisme	Imprévus	
				Total estimatif	128 500 000

Secteur : DOMAINE ET AFFAIRES FONCIÈRES

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources			Suppositions
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		
Vision, but, objectif global finalité	Gestion durable des terres				
Objectif spécifique	Rationaliser l'allocation des ressources foncières et améliorer la gouvernance du patrimoine communal	Nombre de titres	Service des domaines		Certaines mesures étatiques sont prises
Résultats stratégiques) (Axes	1. lotissements aménagés	Superficie des terres aménagées	Rapports du sectoriel		Appui-accompagnement de l'Etat
	2. plan cadastral communal réalisé	Document disponible et mis à profit	Document		
	3. réserves foncières destinées au développement des projets d'intérêt général constituées	Nombre de terrains acquis	Patrimoine communal		Appui accompagnement de l'Etat
Activités				Cadre estimatif	
Pour R1		Pour R2		Pour R3	
				Libellés	Montants
1.1. aménagement des lotissements à usage résidentiel		2.1. réalisation du plan cadastral		3.1. Négociation des terrains avec les populations	Total investissement 40 000 000
1.2. Distribution des lots et incitation à l'investissement				3.2. Sécurisation des terrains	Total Fonctionnement 5 000 000
				3.3. appui à la Constitution du patrimoine foncier pour les particuliers	Imprévus
					Total estimatif 45 000 000

Secteur : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources	
Vision, but, objectif global finalité	Augmentation du Taux de Croissance économique			
Objectif spécifique	Promouvoir l'utilisation des résultats de la recherche et des innovations	Nombres d'innovations introduites dans la pratique des activités productives	Rapports des sectoriels du secteur productif	Disponibilité des innovations
Résultats stratégiques) (Axes	Promotion des nouvelles Techniques de production agro sylvo pastorales	Nombre de sectoriels techniques mis à contribution	Rapports sectoriels	Mise à contribution de l'Autorité administrative
Activités			Cadre estimatif	
Pour R1			Libellés	Montants
1.1. vulgarisation des techniques culturales modernes et des technologies nouvelles			Total investissement	7 000 000
1.2. promotion de l'utilisation des techniques modernes et races améliorées en élevage, pisciculture, apiculture...			Total Fonctionnement	3 000 000
			Imprévus	-
			Total estimatif	10 000 000

Secteur : INDUSTRIE, MINES ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources	
Vision, but, objectif global finalité	Augmentation du revenu des populations			
Objectif spécifique	Promouvoir l'exploitation des ressources minières	Nombre de carrières fonctionnelles	Sectoriel et Agent communal	
Résultats stratégiques) (Axes	Exploitation facile des carrières			
Activités			Cadre estimatif	
Pour R1		Pour R2	Libellés	Montants
1.1. Identification des carrières exploitables			Total investissement	3 000 000
1.2. appui à l'évaluation de la faisabilité			Total Fonctionnement	1 000 000
1.3. exploitation et gestion des carrières			Imprévus	
			Total estimatif	4 000 000

Secteur : **ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DECENTRALISATION**

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources			Suppositions	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources			
Vision, but, objectif global	- Prise en charge facilitée des populations - Conditions de vie de populations améliorées					
Objectif spécifique	Renforcer les capacités d'intervention de l'Institution communale	Niveau d'investissement	Compte administratif	Harmonie entre les parties prenantes		
Résultats stratégiques) (Axes	1. Les recettes fiscales améliorées de 50%	Taux d'augmentation des recettes fiscales	CA	Recrutement agent financier		
	2. La gestion des ressources financières améliorée	Délai de production du CA	Visa autorité administrative	Disponibilité des CA et personnel		
	3. La gestion du patrimoine communal maîtrisé	Sommier, bâtiment, PV, inventaire	Rapport commission patrimoine			
	4. Le rendement du personnel communal satisfaisant	Organisation des services	PV réunion	Recrutement des agents		
	5. Le conseil municipal est dynamisé	Nombre de réunion à l'intersession	PV	Engagement et formation des conseillers		
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
1.1. Sensibilisation des contribuables	2.1. Organisation des services de la recette municipale et du service financier	3.1. Identification et évaluation des biens, meubles et immeubles	4.1. Recrutement et formation du personnel	5.1. Formation des conseillers municipaux	Total investissement	268 750 000
1.2. Redéfinition des activités imposables	2.2. organisation des services	3.2. Acquisition et immatriculation des immeubles	4.2. Mise en place d'un mécanisme de motivation	5.2. Organisation de réunions des commissions	Total Fonctionnement	20 000 000
1.3. Elaboration d'un fichier des contribuables				5.3 Information et sensibilisation des populations	Imprévus	2 8 875 000
1.4. Mise sur pied d'un système de recouvrement					Total estimatif	31 7 625 000

Secteur : COMMUNICATION

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		
Vision, but, objectif global finalité	Niveau de communication amélioré				
Objetif spécifique	faciliter la communication entre les parties prenantes au développement de la Commune	Outil de communication existant à la Commune	Délibération municipale		
Résultats stratégiques)	(Axes Un système de communication et d'information est mise en place au sein de l'institution communale	Nombre de notes d'information passées aux chefs de villages et religieux pour diffusion Nombre de réunions organisées avec les populations	Rapport SG	Potentiel financier mairie augmente	
	les conseillers municipaux sont sensibilisés et répercutent les informations dans les deux sens	Diminution de l'incivisme fiscal	Compte administratif	Certains conseillers cessent de jouer le mauvais rôle	
Activités			Cadre estimatif		
Pour R1		Pour R2		Libellés	Montants
1.1. responsabilisation d'un Adjoint à organiser la communication et l'information		Organisation des comptes rendu après conseils municipaux		Total investissement	1 800 000
1.2. organisation des rencontres d'information entre populations et exécutif municipal		Répercussion		Total Fonctionnement	3 000 000
1.3. formation d'un agent de communication				Imprévus	
				Total estimatif	4 800 000

Secteur : ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		
Vision, but, objectif global finalité	Cadre de vie attrayant				
Objectif spécifique	Promouvoir un environnement sain	Superficie des espaces verts restaurés	Sectoriel et agents communaux		
Résultats stratégiques) (Axes	Un plan de protection de l'environnement est mis en place	Nombre et types de programmes créés	Rapports sectoriel	Accord de collaboration commune avec sectoriel MINEP	
	Un service d'hygiène et salubrité est fonctionnel à la Commune	Nombre de campagnes d'hygiène et salubrité	Rapport service	Efficacité du Maire et l'élite à négocier l'affectation responsable hygiène	
Activités			Cadre estimatif		
Pour R1		Pour R2		Libellés	Montants
1.1. Conduite d'une étude d'impact environnemental		2.1. Organisation des campagnes d'hygiène et salubrité		Total investissement	2 100 000
1.2. Mise en place des comités de vigilance pour protection des eaux et forêts		2.2. Concours du village le plus propre		Total Fonctionnement	2 000 000
1.3. Création des espaces verts et décharges publiques				Imprévus	
				Total estimatif	3 100 000

Secteur : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources	
Vision, but, objectif global finalité	Promotion de l'élite intellectuelle			
Objectif spécifique	Faciliter l'accès à l'enseignement supérieur	Nombre d'étudiants inscrits aux Universités et grandes écoles	Statistiques de la mairie	Les parents encouragent les enfants Facilités d'accès à l'enseignement secondaire
Résultats stratégiques) (Axes	Les actions de promotion de l'excellence sont organisées	Nombre de bourses scolaires	Rapport commun	Les sources de recette sont améliorées
	Les p			
Activités			Cadre estimatif	
Pour R1			Libellés	Montants
1.1. implication des parents au suivi des études des enfants			Total investissement	
1.2. appui à la préparation des enfants aux concours et examens officiels			Total Fonctionnement	3 000 000
1.3. Remise des primes d'excellence aux meilleurs élèves			Imprévus	
			Total estimatif	3 000 000

III.3. CADRE DE DEPENSE A MOYEN TERME (3 ans) : TABLEAU² DE PLANIFICATION STRATEGIQUE**Objectif spécifique 01 : AMÉLIORER LA PRODUCTION AGRICOLE DE 50% EN 05 ANS**

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (En milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire	Montant (En milliers FCFA)	
1. Les agriculteurs sont financés et appuyés matériellement.	7500 plants par an de palmier à huile sélectionnés et distribués à 50 jeunes	1.1 création des GIC par les agriculteurs	+	+	+				
		1.2-formulation des demandes d'appui	+	+	+	150		100	250
		1.3-suivi des demandes	+	+	+	300		300	600
		1.4-installation d'une pépinière de 7500plants dans les villages							
		1.5-distribution de 7500 plants à 50 jeunes agriculteurs		+	+	26 000	Producteurs	3 000	29 000
2. L'encadrement des agriculteurs est renforcé	Les agriculteurs sont constamment assistés	2.1-mise à disposition des encadreurs	+				ETAT		
		2.2-réalisation d'un diagnostic de base							
		2.3-programmation des activités de d'encadrement	+						
		2.4-formation proprement dite	+						
		2.5-suivi -évaluation	+						
TOTAL 1									29 850

² Ensemble des tableaux de planification stratégique par secteur

Objectif spécifique 02 : GERER DURABLEMENT LES RESSOURCES FORESTIERES ET FAUNIQUES ((tableau 02)

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (En milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire	Montant (En milliers FCFA)	
1. Un programme d'aménagement et de régénération des forêts et de valorisation des ressources forestières et fauniques est mis en œuvre	Document programme du	1.1. Validation de la délibération relative à la réalisation d'un programme de gestion de la forêt par le Conseil Municipal		+		300			300
		1.2. promotion de la valorisation des produits forestiers non ligneux		+		300		300	600
		1.3. mise en œuvre d'un système de régénération des forêts par plantation des arbres et de contrôle des eaux.		+		500		500	1000
		1.4- suivi et aboutissement du dossier		+	+	3900		3900	7800
TOTAL 1									9700

Objectif spécifique 03 : AMÉLIORER LA PRODUCTION DES PROTÉINES ANIMALES (tableau 03)

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (en milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (en milliers FCFA)	Partenaire		
							Montant (en milliers FCFA)		
1. L'appui à l'élevage moderne est assuré	Les unités d'élevage sont biens construites	1.1-mise en place d'un programme d'appui aux éleveurs.		+		2000	Éleveurs		2000
		1.2- appui à l'installation des élevages.		+	+	6000			6000
2. Les souches animales et halieutiques améliorées sont disponibles	Nombre de fermes pilotes	2.1-subvention pour acquisition des variétés améliorées,		+	+	7200			7200
TOTAL									15 200
IMPRÉVUS 10%									1 520
TOTAL GENERAL									16 720

Objectif spécifique 04 : AMÉLIORER LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE RÉCOLTE (tableau 04)

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (en milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (en milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire	Montant (en milliers FCFA)	
1. Trois marchés sont créés dans l'arrondissement.	Sites retenus et aménagés Accroissement des recettes municipales	1.1. Définition des places de marché par la Commune	+			2 000	ETAT		2 000
		1.2. mise en œuvre du processus de création des marchés auprès des autorités compétentes	+	+	+	30 000			30 000
TOTAL									32 000
IMPRÉVUS 10%									3 200
TOTAL GENERAL									35 200

Objectif spécifique 05: PROMOUVOIR L'ENTREPRENEURIAT COLLECTIF (tableau 05)

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES		Total (en milliers FCFA)	
			A 1	A2	A3	Part commune (en milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire		Montant (en milliers FCFA)
1. Les producteurs sont accompagnés à la mise en place des PME	05 PME sont installées	1. Identification des PME		+	+				
		1.2 Sensibilisation des promoteurs (producteurs) sur la promotion des PME		+	+	15 000		15 000	
		1.3. Formulation des demandes d'appui pour la création ou le renforcement des capacités existantes		+	+	3 000		3 000	
		1.4- Appui et accompagnement des PME		+	+	15 850		15 850	
		Suivi des demandes formulées		+	+				
2. l'esprit associatif est instauré	Nombre de GIC, GIE fiables et fonctionnels	2.1. Sensibilisation des producteurs pour susciter des regroupements							
		2.2. Légalisation des organisations (GIC – GIE – coopérative – union des GIC - association		+	+				
		2.3. Accompagnement des agriculteurs à la réalisation des programmes		+	+	500		500	
		2.4. Suivi/Evaluation							
TOTAL							34 350		
IMPRÉVUS							3 435		
TOTAL GENERAL							37 785		

Objectif spécifique 06: PROMOUVOIR LA CULTURE LOCALE (tableau 06)

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (en milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (en milliers FCFA)	Partenaire	Montant (en milliers FCFA)	
1. les valeurs culturelles sont préservées	Changement de mentalités	1. Rapprochement et sensibilisation des tenants de la culture		+		200		800	1000
		2. Inventorier les cultures existantes		+		400		16 000	16400
		3. Valoriser les cultures		+		1 400	PNDP et autres	500	1900
		4. Organisation des foires et festivals de culture		+	+	1 000		4 000	5000
		5. construction des structures de culture			+	38 000		152 000	190000
TOTAL									214 300
IMPRÉVUS									21 430
TOTAL GENERAL									235 730

Objectif spécifique 07: ASSURER L'EPANOUISSEMENT DES JEUNES (tableau 07)

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES		Total (en milliers FCFA)	
			A1	A2	A3	Part commune (en milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire		Montant (en milliers FCFA)
1. les centres d'attraction des jeunes sont créés	-Bibliothèque -Médiathèque -ludothèque	1.1. Construction et équipement d'une bibliothèque		+	+	24 750	ETAT BIP	15 000	39750
		1.2. Plaidoyer au MINJEUN pour création, construction et équipement d'un centre de jeunesse							
		1.3. Construction et équipement du centre de jeunesse		+	+	25 000		15 000	40 000
		1.4. organisation des activités sportives		+	+				
2. La prise en charge des jeunes est assurée	Nombre des jeunes impliqués aux différentes activités	2.1. organisation des stages de vacances		+	+				
		2.2. recherche des financements pour les projets des jeunes dans des institutions agréées	+	+	+				
		2.3. Sensibilisation des parents à l'encadrement de leurs enfants	+	+	+				
TOTAL 1								79 750	
IMPREVUS								7 975	
TOTAL GENERAL								87 725	

Objectif spécifique 08: DÉVELOPPER LE SPORT ET LES INFRASTRUCTURES SPORTIVES (tableau 08)

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (en milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (en milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire	Montant	
1. Structures d'encadrement et Associations sportives sont créées et mises en place	Nombre de terrains de jeu	1.1. Réhabilitation de cinq (05) terrains de foot		+	+	15805		15000	30 805
		1.2. promotion d'une Association sportive à BIYOUHA		+			ETAT BIP		
	Centre de jeunesse	1.3. Construction et équipement du centre de jeunesse		+	+	20 000		15 000	35 000
2. Les manifestations sportives sont organisées	Nombre de championnats de vacances ou d'activités sportives	2.1. appui à l'organisation des championnats de vacances et scolaires		+	+	15 000		10 000	25 000
TOTAL 1									90 805
IMPRÉVUS									9 080
TOTAL GENERAL									99 885

Objectif spécifique 09 : FACILITER L'ACCÈS AUX NOUVELLES TECHNIQUES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION (tableau 09)

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (en milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (en milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire	Montant (en milliers FCFA)	
1. les nouvelles technologies de l'information et de communication sont installées	Nombre de NTIC	1.1. Plaidoyer auprès des opérateurs économiques		+		5 000	ETAT	11 160	16 160
		1.2. Promotion à l'installation d'un Télé centre communautaire polyvalent dans la ville		+			BIP		
2. les transferts d'argent et traitement rapide des courriers sont faits	Mouvement et opérations postales	2.1. Plaidoyer auprès des services compétents	+						
		2.2. Création des bureaux de poste		+					
TOTAL 1									16 160
IMPREVUS 10%									1616
TOTAL GENERAL									17 776

Objectif spécifique 10: AMELIORER ET AUGMENTER LE RESEAU ROUTIER (tableau 10)

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (En milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire	Montant x 1.000	
1. au moins 13 Km de réseau routier communal sont classés prioritaires	Nombre de KM de route entretenus chaque année	1.1. définition du réseau	+						
		1.2. plaidoyer pour classement du réseau	+	+	+				
1. le comité communal routier est créé	Travaux de réfection exécutés	2.1. Mise en place du comité communal de route	+						
		2.2. Organisation des démembrements au niveau des villages	+						
		2.3 Financement des Travaux d'aménagement		+	+	5.000	ETAT BIP	30 000	35000
3. Certains ouvrages d'art sont réparés	Nombre ponts et buses aménagés	3.1. Sensibilisation des populations	+						
		3.2. Recherche des financements pour arrangement des ouvrages d'art	+	+					
TOTAL									35.000

Objectif spécifique 11 : FACILITER LE DEPLACEMENT DES PERSONNES ET DES BIENS (tableau 11)

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (En milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire	Montant x 1.000	
1. les moyens de locomotion sont diversifiés et réguliers	Nombres de voitures et de motocyclette	1.1. plaidoyer auprès des Élités pour investir dans le secteur de transport		+					
		1.2. formation des transporteurs		+	+				
2. les structures de gestion du transport publics sont créées et fonctionnelles	Nombre de structures mises en place	2.1 Aménagement des gares routières par type de transporteur.		+		5.000	FEICOM BIP ETAT	573.600	578.600
		2.2. organisation du secteur de transport par moto		+					
		2.3. harmonisation des tarifs de transport		+					
TOTAL GENERAL									578 600

Objectif spécifique 12: AMELIORER LES CONDITIONS DE SANTE DES POPULATIONS (tableau 12)

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (En milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire	Montant x 1.000	
1. Règles d'hygiène et de salubrité sont respectées	Conditions d'hygiène améliorées	1.1. Organisation des campagnes de sensibilisation à l'hygiène et salubrité	+	+	+	500			500
		1.2-Création d'un comité d'hygiène et de salubrité	+	+	+	200			200
2. la prise en charge des malades est renforcée	Nombre de malades traités	2.1. Faciliter l'affectation du personnel médical	+	+	+				
		2.2. Construction et équipement de 02 CSI	+	+	+	40.000		160.000	200000
		2.3. renforcer les capacités d'intervention des COSA	+	+					
3. diminution du risque de contamination du VIH/SIDA réduit	Taux de prévalence connu et réduit	3.1 Campagne de sensibilisation pour la lutte contre le VIH dans les zones à risque		+	+	500	ETAT		500
		3.2. Organisation des séances de dépistage et prise en charge des malades		+	+				
TOTAL GENERAL									201 200

Objectif spécifique 13 : AMELIORER L'ACCES A L'EAU POTABLE ET A L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE (tableau 13)

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (En milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire	Montant x 1.000	
1. Les points d'eau potable sont en nombre suffisant	Nombre de Points d'eau potable construits	1.1. Construction des puits et forages	+	+	+	4 000	ETAT FEICOM	20 000	20 000
		1.2. Mise sur pied d'un comité de gestion et de suivi	+	+	+				
		1.3. Entretien des forages et certains puits non fonctionnels	+	+	+				
2. l'implication des populations est suscitée	Apport de la population disponible	2.1. Mobilisation de la contribution des populations	+	+	+		PNDP	2 000	2 000
		2.2. Campagne de sensibilisation des populations	+	+	+				
3. Le réseau électrique AES SONEL arrose toute la Commune	Longueur du réseau AES Sonel Nombre de villages électrifiés	3.1. plaidoyer et recherche des financements auprès des financiers	+	+	+	500	POPULATIONS		7 200
		3.2. Mobilisation de la cote part des populations	+	+	+				
		3.3. construction lignes électriques		+	+				
TOTAL GENERAL									79 200

Objectif spécifique 14: FACILITER L'ACCÈS AUX ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES (tableau 14)

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (En milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire	Montant x 1.000	
1. le Nombre d'enseignants de qualité a accru	Nombre d'enseignants affectés	1.1. Négociation de l'affectation du personnel enseignant	+	+	+	250			250
2. les établissements secondaires ont été créés et construits	Nombre d'établissements secondaires	2.1. Montage du dossier de création et de construction d'un (01) CETIC				1 000	ETAT	80 000	82 000
		2.2. Construction des salles de classes au CES de BIYOUHA		+	+	1 000			
3. l'implication de l'élite locale à la construction des salles de classe est suscitée	Apport de l'élite locale disponible	3.1 Campagne de sensibilisation de l'Elite à la construction des salles de classe	+	+	+		ÉLITE	5 000	5 000
		Mobilisation des ressources financières		+	+				
TOTAL GENERAL									87 250

Objectif spécifique 15: PROMOUVOIR L'EPANOUISSEMENT DE LA FILLE ET DE LA FEMME (tableau 15)

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (En milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire	Montant x 1.000	
1. les familles sont plus stabilisées	Harmonie et stabilité au sein des ménages	1.1. appui à l'intervention du sectoriel pour la formation morale, civique et intellectuelle de la femme et la fille	+	+	+	500			500
		1.2. organisation des mariages collectifs	+	+	+				
		1.3. Assistance aux familles vulnérables	+	+	+	250	ETAT	250	500
2. les femmes et filles participent efficacement au bien-être des ménages	Nombre d'activités menées	2.1. Montage du dossier de création et de construction CPFF	+			1 000			126 000
		2.2. Construction et équipement d'un centre de promotion de la femme/fille		+	+	45 000	ETAT	80 000	
		Mise en œuvre des programmes de promotion des AGR		+	+	200			200
TOTAL									127 200

Objectif spécifique 16:AMÉLIORER LES CONDITIONS DE L'EDUCATION DE BASE (tableau 16)

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (En milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire	Montant (En milliers FCFA)	
1. 10 écoles maternelles et 01 école primaire sont créées et construites	Nombre d'écoles maternelles et primaires construites	1.1. montage du dossier de création et de construction de dix (10) écoles maternelles et 01 EP	+	+	+	100			100
		1.2. Lancement des appels d'offres		+	+	58 500	ETAT FEICOM	250 000	308 500
		1.3-construction et équipement de 02 écoles primaire et de 02 écoles maternelles		+	+				
2. Les effectifs des enseignants sont renforcés	Nombre d'enseignants affectés	2.1. négociation de l'affectation des enseignants ou affectation de nouveaux enseignants	+	+	+	10 000	ETAT	38 000	48 000
		Recrutement des maîtres communaux		+	+				
		2.3. Allocation d'une prime d'excellence aux enseignants		+	+	500	ETAT	500	1000
3. Les enseignants sont encadrés	Cadre du travail amélioré	3.1. appui à la construction de logements pour les enseignants		+	+	10 000	ETAT PNDP	35000	45000
		3.2. sensibilisation des populations au respect et à l'accueil des enseignants dans les villages	+	+	+				
4. Qualité des infrastructures améliorée	Nombre des infrastructures en bon état	4.1. Dotation à l'entretien des infrastructures et à l'équipement des écoles	+	+	+				
		4.2. Dotation en paquets minima aux écoles	+	+	+				
TOTAL 1									402 600

Objectif spécifique 17 : FACILITER L'ENCADREMENT DES PERSONNES VULNÉRABLES (tableau 17)

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (En milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire	Montant En milliers FCFA	
1. les moyens financiers ont accru chez les personnes vulnérables	Budget de prise en charge revu à la hausse, nombre d'AGR	1.1. Formation et financement des AGR	+	+	+	4 000	ETAT		4 000
		1.2. Lobbying pour l'augmentation de la dotation budgétaire	+	+	+	500			500
2. Les populations sont sensibilisées à l'hospitalité africaine	Demandes d'aide augmentées auprès du service social	2.1. rédaction des Communiqués et messages	+	+	+	1 000			1000
		2.2. organisation des campagnes de lutte contre la stigmatisation	+	+	+	200			200
3. les structures d'encadrement sont créées et construites	Nombre de structures d'encadrement	Promotion de la création des Œuvres Sociales Privées	+	+	+				
		Construction d'un CSO	+	+	+	10 000	ETAT	68 000	73 000
TOTAL1									78 700

Objectif spécifique 18 : FACILITER LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET L'AUTO EMPLOI DES JEUNES (tableau 18)

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (En milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire	Montant En milliers FCFA	
1. les jeunes des formations directement opérationnelles	Nombre de jeunes formés	1.1. mise sur pied d'un plan de formation et de l'apprentissage des technologies appropriées	+	+	+	4 000	ETAT		4 000
		1.2. sélection des potentiels bénéficiaires	+	+	+	500			500
		1.3. appui à la formation professionnelle de 10 jeunes		+	+	5 000	ETAT	15 000	20 000
2. Facilité de financement de certaines AGR	Qualité et nombre d'AGR installées	2.1. appui au montage des requêtes de financement et recherche des potentiels financiers	+	+	+	1 000			1000
		2.2. appui à l'installation des AGR et suivi		+	+	10 000	ETAT	20 000	30 000
TOTAL GENERAL									55 500

Objectif spécifique 19 : PROMOUVOIR UNE SECURITE SOCIALE ET UNE GESTION DURABLE DES ACTIVITES PRODUCTIVES DES TRAVAILLEURS (tableau 19)

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (En milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire	Montant En milliers FCFA	
1. Les ressources humaines sont sécurisées	Nombre de travailleurs affiliés à la CNPS	1. Recensement des travailleurs dans les différentes exploitations et entreprises		+	+	1 000			1 000
		2. Sensibilisation des responsables des exploitations à la sécurité sociale		+	+	500			500
		3. Coaching pour la tenue des cahiers de gestion et comptes		+	+	500			500
		4. Accompagnement des responsables à la souscription des employés à la CNPS		+	+	1000			1000
TOTAL GENERAL									3000

Objectif spécifique 20 : PROMOUVOIR LE TOURISME DANS LA COMMUNE (tableau 20)

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (En milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire	Montant En milliers FCFA	
1. les sites touristiques sont recensés	Nombre de sites touristiques	1.1. Recensement des potentiels sites touristiques	+	+	+	1 000			1 000
		1.2. Invitation du sectoriel pour premier examen des sites	+	+	+	500			500
2. le potentiel touristique de la Commune est connu et promu	Nombre de sites retenus pour exploitation	2.1. prendre des contacts avec MINTOUR pour classement des sites		+		250			250
		2.2. Etude de viabilisation du site			+	2000			2000
		2.3. Recherche des potentiels opérateurs pour investissement		+	+	250			250
TOTAL GENERAL									4000

Objectif spécifique 21: MAITRISER LE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET AMÉLIORER LE CADRE ET LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS (tableau 21)

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (En milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire	Montant (En milliers FCFA)	
1. Infrastructures urbaines développées	Nombre de Bâtiments existants	1.1. recherche de financement pour construction bâtiments	+			10000			10000
		1.2. appel des investisseurs	+			5000			5000
2. l'accès aux services urbains de base amélioré	Taux d'accès des populations aux services de base	2.1. Négociation et demande de création des services publics d'arrondissement	+			250			2500
	Nombre de services de base installés	2.2. suivi affectation des différents personnels	+	+	+	1000			1000
3. Occupation des sols maîtrisée	Plan sommaire d'urbanisme	3.1. Sollicitation de la création de la Ville à BIYOUHA		+					
		3.2. délimitation de l'espace urbain		+	+	10 000	PNDP et autres	50 000	60 000
		3.3. mise en œuvre du Plan Sommaire d'Urbanisme		+	+	10000		4 0000	50 000
TOTAL									128500

Objectif spécifique 22 : RATIONALISER L'ALLOCATION DES RESSOURCES FONCIÈRES ET AMÉLIORER LA GOUVERNANCE DU PATRIMOINE COMMUNAL (tableau 22)

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (En milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire	Montant (En milliers FCFA)	
1. lotissements aménagés	Superficie des terres aménagées	1.1. aménagement des lotissements à usage résidentiel	+	+	+	5 000	PNDP et autres	15 000	20000
		1.2. Distribution des lots et incitation à l'investissement	+			2000			2000
2. plan cadastral communal réalisé	Document disponible et mis à profit	2.1. réalisation du plan cadastral	+			1000	PNDP et autres	4 000	5000
3. réserves foncières destinées au développement des projets d'intérêt général constituées	Nombre de terrains acquis	3.1. Négociation des terrains avec les populations		+		2500			3000
		3.2. Sécurisation des terrains		+	+	2 000	PNDP et autres	8 000	10 000
		3.3. appui à la Constitution du patrimoine foncier pour les particuliers		+	+	1000		4 000	5 000
TOTAL									45 000

Objectif spécifique 23 : PROMOUVOIR L'UTILISATION DES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE ET DES INNOVATIONS (tableau 23)

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (En milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire	Montant (En milliers FCFA)	
1.1. Promotion des nouvelles Techniques de production agro sylvo pastorales	Nombre de sectoriels techniques mis à contribution	1.1. vulgarisation des techniques culturelles modernes et des technologies nouvelles	+	+	+	1 000	PNDP et autres	2 000	3 000
		1.2. promotion de l'utilisation des techniques modernes et races améliorées en élevage, pisciculture, apiculture...	+			1000		6 000	7 000
TOTAL									10 000

Objectif spécifique 24: PROMOUVOIR L'EXPLOITATION DES CARRIERES DE SABLE ET DES PIERRES (tableau 24)

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (En milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire	Montant (En milliers FCFA)	
Exploitation facile des carrières	Nombre de carrières fonctionnelles	1.1. Identification des carrières exploitables	+	+	+	1 000			1 000
		1.2. appui à l'évaluation de la faisabilité	+			1000			1 000
		1.3. exploitation et gestion des carrières				-	PNDP et autres	2 000	2 000
TOTAL									4 000

Objectif spécifique 25 : **RENFORCER LES CAPACITES D'INTERVENTION DE L'INSTITUTION COMMUNALE**

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIERES			
			A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		Total (En milliers FCFA)
							Partenaire	Montant (En milliers FCFA)	
1. les recettes municipales améliorées de 50%	Taux d'augmentation des recettes	1.1-sensibilisation des contribuables 1.2 redéfinition des activités imposables 1.3-élaboration d'un fichier de contribuable 1.4 mise sur pied d'un système de recouvrement	+	+	+	47 .500			47 .500
2. gestion des ressources financières améliorée	Délai de production des C A	2.1-organisaton des services de la recette municipale et du service financier 2.2-formation des agents	+	+	+	22. 500	PNDP GIZ CEFAM PADDL	30. 000	52.500
3. gestion du patrimoine communal maîtrisée	Sommier des bâtiments PV inventaire	3.1 identification et évaluation des biens meubles et immeubles 3.2 acquisition des meubles	+	+	+	53.000	Populations autres	53.250	106 250

Plan Communal de Développement de BIYOUHA

		3.3 immaculation des immeubles	+	+	+				
4 rendements du personnel communal satisfaisants	Niveau d'organisation des services	4.1 recrutement et formation du personnel 4.2 mise en place d'un mécanisme de motivation	+	+	+	20.000	PNDP GIZ CEFAM PADDL	22.500	42.500
5. conseil municipal dynamisé	Nombre de réunions de l'inter session	5.1-formation de conseillers 5.2 –organisation des réunions de commissions 5.3 information et sensibilisation des populations	+	+	+	20.000	PNDP GIZ CEFAM PADDL	20.000	40.000
TOTAL									288.750
IMPREVUS 10%									28.875
TOTAL GENERAL									317 625

Objectif spécifique 26 : FACILITER LA COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES PRENANTES AU DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (En milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire	Montant (En milliers FCFA)	
1. Un système de communication et d'information est mise en place au sein de l'institution communale	Nombre de notes d'information passées aux chefs de villages et religieux pour diffusion	1.1. Responsabilisation d'un Adjoint à organiser la communication et l'information	+			300 000			
		1.2. organisation des rencontres d'information entre populations et exécutif municipal	+	+	+	3 000 000			
		1.3. formation d'un agent de communication	+			1 000 000			
2. les conseillers municipaux sont sensibilisés et répercutent les informations dans les deux sens	Nombre de réunions organisées avec les populations Diminution de l'incivisme fiscal	2.1. Organisation des comptes rendu après conseils municipaux	+	+	+	500 000			
TOTAL									4 800

Objectif spécifique 27 : **PROMOUVOIR UN ENVIRONNEMENT SEIN**

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (En milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire	Montant (En milliers FCFA)	
Un plan de protection de l'environnement est mis en place	Superficie des espaces verts restaurés	1.1. Conduite d'une étude d'impact environnemental		+		300 000	A rechercher		
		1.2. Mise en place des comités de vigilance pour protection des eaux et forêts	+	+		1 000 000			
		1.3. Création des espaces verts et décharges publiques		+	+	1 000 000			
Un service d'hygiène et salubrité est fonctionnel à la Commune	Nombre et types de programmes créés	2.1. Organisation des campagnes d'hygiène et salubrité		+	+	300 000			
		2.2. Concours du village le plus propre		+	+	500 000			
TOTAL									3 100

Objectif spécifique 28: FACILITER L'ACCES A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total (En milliers FCFA)
			A1	A2	A3	Part commune	Autres contributions		
							Partenaire	Montant (En milliers FCFA)	
Les actions de promotion de l'excellence sont organisées	Nombre de bourses scolaires	1.1. implication des parents au suivi des études des enfants	+	+	+				
		1.2. appui à la préparation des enfants aux concours et examens officiels	+	+	+	1 000 000			
		1.3. Remise des primes d'excellence à 20 meilleurs élèves	+	+	+	2 000 000			
TOTAL									3 000

III.4. LES PROJETS COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX

Afin de subvenir aux besoins des populations de la Commune de BIYOUHA, les projets par village ainsi que ceux de l'institution communale ont été répertoriés lors de la réalisation des différents diagnostics et la planification.

Le tableau ci-après présente les projets recensés par nature, par village et par secteur bénéficiant à toutes les couches socio économiques et forces vives de la Communes.

III.4.1. les projets communaux

TABLEAU 3 : Besoins par secteur et par village

N°	VILLAGES	BESOINS		
		INFRASTRUCTURES	EQUIPEMENT	RENFORCEMENT DES CAPACITES
01	BANGSOMBI	<ul style="list-style-type: none"> - 01 EP - 03 Forages équipés - 07 Km de ligne électrique - Entretien routier sur 07 Km (bang-sombi à Song Bayang/ Bang-sombi à Song Nkoumondo) - Foyer communautaire - 01 Cimetière - Place de Marché - 01 CSI - 01 Ecole maternelle 		<ul style="list-style-type: none"> - Encadrement agricole - Développement de l'économie locale : 01 moulin à vivres frais ; 01 pépinière de palmier à huile ; 01 pépinière de cacaoyers - IEC hygiène de vie
02	BIYOUHA	<ul style="list-style-type: none"> - Entretien routier de 08 Km - 02 Forages équipés - Réparation 01 puits - Elaboration Plan sommaire d'urbanisme - Construction des Service publics d'arrondissement - 01 Foyer communautaire - 11 Km de ligne électrique - 01 Ecole maternelle - 01 CETIC - construction 02 bâtiments au CES - Construction place de marché 	<ul style="list-style-type: none"> - 90 table-bancs au CES - 30 table-bancs à l'EP 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement de l'économie locale, développement des petits métiers et du Commerce
03	MEMEL	<ul style="list-style-type: none"> - Entretien routier de 12 Km - 02 ouvrages d'art - 07 Km de ligne électrique - 01 Ecole maternelle - construction place de marché - 03 Forages équipés - Réparation un Puits nf 		<ul style="list-style-type: none"> - Encadrement agricole - développement des AGR
04	NSONGA	<ul style="list-style-type: none"> - 01 Ecole maternelle - 09 Km de ligne électrique - 02 Forages équipés - Réparation 01 puits - Entretien routier de 09 Km - 01 CSI - Réfectionner le foyer communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Equipement du foyer 	<ul style="list-style-type: none"> - Création des GICs - Développement de l'économie locale,
05	SOMAPAN	<ul style="list-style-type: none"> - 03 Forages équipés - 07 Km de ligne électrique - réfection 02 ponts sur NGO NUMBA et KELLE - Entretien routier de 8 Km - Construction 01 CSI - Construction une place de Marché - construction foyer des jeunes 		<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation du Poste Agricole - accompagnement au développement de l'économie locale
06	SONG-BAYANG	<ul style="list-style-type: none"> - 06 Km de ligne électrique - 04 Forages équipés 	<ul style="list-style-type: none"> - 20 table-bancs 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement de l'économie locale : constitution des GICs et

Plan Communal de Développement de BIYOUHA

		- réparation puits chefferie - construction 02 Ponts sur MAPOUGUE et ILANGA - construction terrain foot- ball - Construction d'une case communautaire - Réfection salles de classe - 01 Ecole maternelle - Entretien routier sur 06 Km		recherche des financements - Affectation 02 personnels santé
07	SONG-DIBONG	- 03 Km de ligne électrique - 01 Ecole maternelle - Entretien routier sur 06 Km		- Développement de l'économie locale : 01 moulin à vivres frais ; 01 pépinière de palmier à huile ; 01 pépinière de cacaoyers
08	SONG-NKOUMONDO	- 11 Km de ligne électrique - Entretien routier sur 13 Km - 01 Ecole maternelle - construction latrines - 04 forages	- 41 bancs - 02 bureaux - 01 chaise	- Développement de l'économie locale : 01 moulin à vivres frais ; 01 pépinière de palmier à huile ; 01 pépinière de cacaoyers
09	SONGPOUA	- 01 Ecole maternelle - latrines - Construction pont sur LONGO - Electrification sur 05 Km - Entretien routier sur 05 Km	- 01 bureau du Directeur - 05 chaises	- 02 Enseignants à l'EP - Formation et subvention en élevage - Développement de l'économie locale,
10	TOUMNGOG	- 04 Km de ligne électrique - Entretien routier sur 04 Km		- Développement de l'économie locale,
11	INSTITUTION COMMUNALE	- Elaboration du plan Sommaire d'urbanisation - Acquisition des terrains - Construction des logements sociaux pour stabilisation des fonctionnaires et autres travailleurs - Construction des infrastructures abritant les Services publics - mise en place d'une pépinière d'essences forestières	- Achat voiture de liaison - Equipement de la Mairie	- Recrutement de 05 agents communaux - Recensement du patrimoine meuble et immeuble - organisation foire agropastorale - Recherche des financements pour exécution projets intercommunaux - Renforcement permanent des capacités des conseillers municipaux et du personnel communal

III.4.2. Les projets intercommunaux

Les communes du Département du Nyong et Kellé où fait partie la Commune de BIYOUHA, se sont constituées en Syndicat des Communes pour des projets intercommunaux à savoir :

- L'acquisition d'un atelier pour forage,
- L'ouverture d'un parc d'engins pour entretien routier.

La Commune de BIYOUHA y contribue chaque année pour 1000 000 FCFA (un million de FCFA).

IV. PLANIFICATION OPERATIONNELLE (PROGRAMMATION)

IV.1. MOBILISATION DES RESSOURCES

La mobilisation des ressources intègre l'identification des ressources et l'élaboration de la stratégie de mobilisation de ces ressources.

IV.1. L'identification des ressources mobilisables

Les différentes sources de revenus devant financer le plan d'Investissement Annuel 2011 ont été identifiées soit par négociation, soit par éligibilité dans le cadre des programmes mis en œuvre par le gouvernement. Ces ressources financières sont représentées dans le tableau ci-dessous. Les autres ressources à savoir les institutions et individus devant accompagner la Commune en tant que partie prenante à son développement ont été identifiées lors de l'élaboration des différents diagnostics et ont été analysées à travers l'outil dénommé Analyse des parties prenantes au développement de la Commune de BIYOUHA. Citons entre autres :

- Les Institutions, ONG et Associations de Développement : GIZ, CVUC, Syndicat des Communes du Nyong et Kellé,
- Les représentants départementaux des Ministères sectoriels,
- l'Elite,
- Les planteurs de la Commune,
- Certains opérateurs économiques en pleine négociation avec l'Exécutif communal.

IV.2. La stratégie de mobilisation des ressources

Pour la mise en œuvre des actions programmées dans le CDMT et le PIA une première partie des ressources est déjà mobilisée à savoir les financements du PNDP, de l'AES SONEL où le projet est en cours d'exécution, l'ouverture de la piste allant de SONG DIBONG à MEMEL; une seconde partie est en cours de mobilisation et la dernière concernant les recouvrements de l'impôt libérateur, l'intervention des Institutions, sectoriels et Elites, le Comité des suivi de la mise en œuvre du PCD aura un représentant dans chaque secteur d'activités, qui s'occupera de la mobilisation des ressources y relatives. Il mettra en œuvre la stratégie de mobilisation proposée et arrêtée par le Comité et rendra compte de toutes les actions menées.

Le recrutement d'un personnel qualifié et suffisant permettra à la Commune de bien organiser les recouvrements auprès des contribuables. L'exécutif communal devra organiser la recherche des financements auprès des bailleurs.

IV.3. La mobilisation de l'apport personnel dans le financement des micro- projets

Chaque village ou groupe bénéficiaire d'un projet devra libérer sa quote part dont le pourcentage varie d'un projet à un autre. Cela devra se faire à partie du moment où l'on exprime un besoin, par organisation de la collecte autour du Comité de concertation mis en place lors des ateliers de diagnostic dans ces villages. Notons que même les ressources matérielles seront mobilisées en fonction des projets. Chaque village ou groupe bénéficiaire s'organisera de façon à sécuriser ses ressources.

Le plan de financement : il sera élaboré pour chaque requête de financement d'un projet programmé et sa mise en œuvre ne sera effective qu'après mobilisation de l'apport des bénéficiaires.

TABLEAU 4 : Ressources mobilisables identifiées

N°	SOURCES DE REVENU	MONTANT	UTILISATIONS	STRATEGIE DE MOBILISATION
01	PNDP	25 190 000	Renforcement des capacités de l'Institution communale	Eligibilité au financement PNDP
		100 000 000	Financement des différents investissements	
02	FEICOM	4 880 000	Assistance technique	Demande de financement
		90 000 000	Construction des forages équipés	
03	DOTATIONS	734 000	Paquet minimum MINEDUB	Crédits transférés
		600 000	Aides et secours et appareillage MINAS	
		2 171 500	Entretien routier MINTP	
04	MINTP	30 000 000	Ouverture de piste sur le tronçon GWAP BIBA-SONG DIBONG-SONG BAYANG-TUM NGOG-carrefour BELL BELL	Négociations des financements
		80 000 000	Construction ouvrages d'art sur les rivières LONGO et MAPUGUE	
05	Gouvernement à travers AES SONEL	264 000 000	Construction ligne électrique sur le tronçon SOMBO-BIYOUHA-SONG BAYANG-SONG DIBONG ; SONG BAYANG-BANG SOMBI	Négociations du financement
	LES CONTRIBUABLES SERVICES DES IMPOTS FEICOM	73 300 000	Fonctionnement de l'Institution communale et accompagnement des communautés	Sensibilisation des contribuables, Recouvrement impôt libérateur Suivi reversement CAC et autres impôts et taxes
	TOTAL	568 205 500	Investissement et fonctionnement	

IV.2. PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL 2011

TABLEAU 5³ : Investissement 2011

Actions	Quantité	Sous activité	Délai d'exécution	Lieu	FINANCEMENT				Acteurs	Responsables
					Partenaires bailleurs		Apport Commune			
					Dénomination	Montant (FCFA)	ESPECE (FCFA)	NATURE		
Construction des forages	10	Lancement appel d'offre	Sept 11	Bang Sombi , Somapan Nsonga Song Bayang Memel	FEICOM	90 000 000	-	Suivi	Populations prestataire	Commune
Réfection puits	04			Song Nkoumondo Biyouha Song Poua	PNDP	5 000 000				
Electrification de la commune	25Km		Juin 2011	Sombo-Biyouha Biyouha-Song Bayang ⁶ Song Dibong Song Bayang- Bang Sombi	Gouvernement de la République à travers AES SONEL PNDP	264 000 000 45 000 000	- 2 500 000	Suivi	Prestataire	AES sonel
Ouverture d'une piste	6 Km		Août 2011	Song Dibong- Song Bayang- Tum Ngog	MINTP	30 000 000				
Entretien routier (achat outillage)	FF		Mai 2011	Tous Les Villages	MINTP	2 171 500			Populations	Maire
Construction des ouvrages d'art	02		Décembre 2011	Longo à (Song Poua) Mapugue à Song Bayang	MINTP	40 000 000 40 000 000		Suivi	Prestataire Populations	Sectoriel MINTP

³ Ensemble des tableaux d'investissement de l'année 2011

Plan Communal de Développement de BIYOUHA

Activités	Quantité	Sous activité	Délai d'exécution	Lieu	FINANCEMENT				Acteurs	Responsables
					Partenaires bailleurs		Apport Commune			
					Dénomination	Montant (FCFA)	ESPECE (FCFA)	NATURE		
Réfection ouvrage d'art sur la rivière Lep Nguen	01		Août 11	LEP NGUEN	PNDP	10 000 000	500 000	-	prestataire	commune
Construction logements sociaux	02 bâtiments de 02 appartements		Décembre 2011	BIYOUHA Centre	PNDP	40 000 000	2 500 000	Main d'œuvre Sable, suivi	Prestataire	commune
Appui aux établissements primaires	-	Distribution Paquet minimum	Décembre 2011	Les EP de la Commune	MINEDUB crédits transférés	734 000	250 000	SUIVI	Prestataire	Commune
Aides et secours et acquisition appareillages	-		Décembre 2011	-	MINAS	600 000	400 000	Suivi distribution	Commune	Commune
						597 575 500	8 150 000			
TOTAL						516 171 500				

Arrêté le présent Plan de l'investissement annuel 2011 à la somme de : 516 171 500 (cinq cent seize millions cent soixante onze mille cinq cents francs) CFA.

IV.3. PLAN DE FONCTIONNEMENT ANNUEL DE LA COMMUNE 2011.

TABLEAU 6⁴ :

Activités	Taches	Résultats Attendus	Indicateurs	Responsable	Partenaire	Période /Délai	Ressources Financières (En milliers De FCFA)	Sources de Financement
Sensibilisation des contribuables.	Réunion de mise au point et de désignation de l'équipe	Liste des imposables connus	Fichier	Maire	Impôt conseillers des Chefs des villages		5 000	Commune, FEICOM, Bailleurs, Etat.
Redéfinition des activités imposables.	Recensement des imposables	Redevances fiscales mobilisées	Multiplication des actions à la mairie					
Elaboration d'un fichier de contribuables.	Publication de la liste actualisée							
Mise sur pied d'un mécanisme efficace de recouvrement.	Rencontre de concertation avec les responsables du recouvrement							
Identification et évaluation des biens meubles et immeubles	Recensement du patrimoine	Biens de la Commune connus et sécurisés	Différents PV	Maire	Commission patrimoine		1000	Commune, FEICOM
Immatriculation des immeubles	Mise en place d'un système de gestion							
Organisation des rencontres périodiques avec les populations	Descente de l'Exécutif dans les villages	Implication des populations au processus	Nombre de descente	Maire	Chef des villages	Chaque trimestre	3 000	Mairie

⁴ Ensemble des tableaux de planification du fonctionnement de l'année 2011

Plan Communal de Développement de BIYOUHA

Activités	Taches	Résultats Attendus	Indicateurs	Responsable	Partenaire	Période /Délai	Ressources Financières (en milliers de FCFA)	Sources de Financement
Renforcement des capacités de la Commune	Recrutement OAL planification Recrutement des agents communaux Passation des marchés	Intervention facile de l'Institution communale	Différents PV	Maire	PNDP CPM OAL	Janvier – décembre 11	25 000	PNDP
Assistance technique pour réalisation forage	Montage dossier Passation des marchés suivi	Forages fonctionnels	Nombre de forages	Maire	FEICOM Prestataire OAL	Juin à novembre 11	4 880	
Facilitation du logement des populations	Acquisition terrain Construction cité communale	Stabilité des travailleurs	PV reception bâtiment	Maire	Sectoriel construction		PM	Mairie PNDP
Appui aux activités de promotion de la femme et de la famille	Négociation avec Sectoriel pour organisation des activités de promotion de la femme	Participation de la femme au développement	Nombre d'AGR	Maire	sectoriel	Mai à décembre	100	
	Montage dossier de construction du Centre PROFF							
Identification des carrières de sable	Recensement des carrières Evaluation de celles exploitables		nombre de carrières		DDMINIMIDT	Décembre 11	100	Mairie
Négociation des terrains avec les populations	Sensibilisation des populations à donner les terrains	Disponibilité des terres pour investissement de la Commune	Nombre de terrains	Maire	Sectoriel MINDAF	Toute l'année	1 000	Mairie
Promotion emploi jeunes	Sélection et appui au montage des requêtes de financement des jeunes	Bien-être des jeunes	Nombre de requêtes montées	Maire/Agent économique	bénéficiaires	Décembre 2011	1 000	Commune

Plan Communal de Développement de BIYOUHA

Activités	Taches	Résultats Attendus	Indicateurs	Responsable	Partenaire	Période /Délai	Ressources Financières (en milliers de FCFA)	Sources de Financement
Négociation et création d'un CSO	Montage dossier	CSO créé	arrêté	Maire	Sectoriel	Décembre 2011		
Appui à l'amélioration des conditions d'éducation de base	Dotations à l'entretien des infrastructures et à l'équipement des écoles	Facilité d'éducation	Valeur des dotations	Maire	Chefs d'établissements	Septembre 11	2 000	Commune
Négociation de l'affectation des enseignants au CES	Sensibilisation de l'élite	Meilleurs résultats aux examens	Rapport sectoriel	Maire	Elites Sectoriels	Août 11	PM	
	Formalisation des demandes d'affectation							
	Distribution paquet minimum	Bon fonctionnement des EP	Valeur matériel	Maire	Inspecteur primaire	Septembre 11	PM	Etat
Organisation de l'encadrement des planteurs	Négociation d'un calendrier de descente d'encadrement des planteurs	Les populations bénéficient de l'encadrement agricole	Calendrier de descente du DAADER et du CPA	Maire		Toute l'année	200	Commune
Activités internes à l'institution communale		Bon fonctionnement de l'Institution communale	PV conseils et autres réunions	Maire	Services communaux Impôts	Toute l'année	73 300	Contribuables Impôts FEICOM Elites
TOTAL							91 580	

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ANNUEL 2011 : 91 580 000 FCFA

Arrêtée la présente dépense à la somme de : Quatre vingt onze million cinq cent quatre vingt mille francs CFA.

BUDGET TOTAL 2011

NATURE	MONTANT
INVESTISSEMENT	516 171 500
FONCTIONNEMENT	91 580 000
TOTAL	607 751 500

Pour une mise en œuvre des actions prévues par la Commune de BIYOUHA dans le cadre de la prise en charge de ses populations, les ressources à mobiliser pour l'investissement et le fonctionnement des services sont évaluées en recettes et dépenses à la somme de **SIX CENT SEPT MILLIONS SEPT CENT CINQUANTE UN MILLE CINQ CENT FRANCS CFA.**

IV.3. LE PLAN DE PASSATION DE MARCHE POUR L'ANNEE 2011

TABLEAU 7 : Calendrier de passation des marchés

Il est présenté ci-après, un chronogramme de passation de tous les marchés devant être exécuter pour la première année, en ce qui concerne les investissements directement gérés par la Commune.

NATURE DU PROJET	PERIODE DE PASSATION DU MARCHE			PERIODE PROBABLE D'EXECUTION
	Rédaction des lettres commande et lancement des appels d'offre et dépôt des offres	Dépouillement et analyse des offres	Attribution des marchés et signature des contrats	
Extension du réseau électrique	25/04 au 10/05/2011	10 au 15/05/2011	21 au 30 /05/2011	01/07 au 30/08/2011
Construction des logements sociaux communaux	25/04 au 05/05/2011	10 au 15/05/2011	21 au 30 /05/2011	01/07 au 30/08/2011
Construction et réhabilitation des puits et forages	21/05 au 05/06/2011	05 au 10 /06/2011	24/06 au 10/07/2011	11/07 au 20/08/2011
Réhabilitation ouvrages d'art sur LEP NGUEN (SOMAPAN)	25/04 au 05/05/2011	10 au 15/05/2011	21 au 30 /05/2011	Juillet 2011

V.4. FICHE DE MICRO PROJETS**I- FICHE DE MICRO-PROJET 1****1.1 Fiche d'identification du micro-projet**

N° de référence :		Désignation du micro-projet : construction de logements sociaux communaux à BIYOUHA	
Province : Centre		Domaine d'intervention : Infrastructures collectives : Logements sociaux	
Commune : BIYOUHA			
Quartier:			
Maître d'ouvrage : Commune de BIYOUHA			
Maître d'ouvrage délégué :		Co – contractant : à déterminer après appels d'offres	Ingénieur : Délégué Départemental des Travaux Publics du Nyong et Kellé
Organisme co-intervenant : A déterminer après appel d'offre			
Objectif du micro-projet : Construire des logements sociaux en matériaux définitifs dans la Commune de BIYOUHA.			
Coût estimé : 44 000 000 FCFA		Financement demandé au Projet : 44 000 000 FCFA	
		Contribution de la Commune 4 000 000 FCFA	Source de financement : - PNDP - Commune de BIYOUHA
Description sommaire du micro-projet :			
<p>Le projet consiste à construire une cité communale composé de deux types de bâtiment (voir plan). Le bâtiment de type I est composé de deux (02) appartements. Chaque appartement comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Deux (02) chambres • Un (01) salon • Une (01) cuisine • Une (01) salle de bain. <p>Le bâtiment de type II est également composé de deux (02) appartements, chaque appartement comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Trois (03) chambres • Un (01) salon • Une (01) cuisine • Une (01) salle de bain. <p>Les logements seront en parpaings et couverts par des tôles ondulées en aluminium reposant sur un plafond en contre plaqué. Les murs sont enduits de mortier et couverts de peintures. Le sol est dallé, lissé et carrelé. Les portes sont en bois. Les fenêtres, quant à elles, ont des cadres en bois qui portent des supports d'aluminium garnis de lame en verre. Les systèmes électriques et d'approvisionnement en eau seront choisis de façon à réduire au maximum la consommation des ressources.</p> <p>Un système d'assainissement (collecte et traitement des eaux usées) sera mis en place.</p> <p>Un espace vert et une aire de jeu créeront des possibilités de jeux et loisirs à proximité des habitations.</p>			
Respect des politiques environnementales :			
Pour réaliser le projet, l'entrepreneur respectera toutes les procédures et normes en vigueur au Cameroun pour la réalisation des travaux de cette envergure. Le projet entraînant la destruction d'un couvert végétal et tellurique, seule la superficie minimum permettant la réalisation des travaux sera décapée. La terre enlevée sera d'ailleurs utilisée en partie lors de la création des espaces verts et de l'aire de jeu.			
Durée d'exécution : 60 jours		Date souhaitée de démarrage : juillet 2011	
Nature du micro-projet			
Nouveau micro-projet :		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non			
Source de financement :			
Contactées : PNDP (40 000 000 FCFA)			
Déjà impliquées : Ressources propres en espèces : 4 000 000 FCFA			
Documents concernant les autres sources de financement disponibles :			
Oui <input checked="" type="checkbox"/>		Non <input type="checkbox"/>	

II - FICHE DE MICRO-PROJET 2

1.2 Fiche d'identification du micro-projet

N° de référence :	Désignation du micro-projet : construction de dix forages d'eau potable et réhabilitation de quatre puits d'eau potable dans la Commune de Biyouha	
Province : Centre	Domaine d'intervention : Infrastructures collectives : Eau et Assainissement	
Commune : BIYOUHA		
Quartier:		
Maître d'ouvrage : Commune de BIYOUHA		
Maître d'ouvrage délégué :	Co – contractant : à déterminer après appels d'offres	Ingénieur : Délégué Départemental des Travaux Publics du Nyong et Kellé
Organisme co-intervenant : A déterminer après appel d'offre		
Objectif du micro-projet : Construire des logements sociaux en matériaux définitifs dans la Commune de BIYOUHA.		
Coût estimé : 99 880 000 FCFA	Financement demandé au Projet :	
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Forage de puits d'eau potable : 90 000 000 FCFA ▪ Assistance technique à la réalisation : 4 880 000 FCFA ▪ Réhabilitation de puits d'eau potable : 5 000 000 FCFA 	
	Source de financement :	
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ FEICOM ▪ PNDP 	
Description sommaire du micro-projet :		
<p>Le projet consiste à construire dix (10) pompes manuelles (voir plan) et de réhabiliter quatre (04) puits d'eau potable</p> <p>Ce projet comporte trois volets dont i) l'ensemble des réalisations techniques, ii) l'Animation communautaire et iii) la réhabilitation de puits d'eau non fonctionnels.</p>		
1. Réalisations techniques :		
Ce volet sera confié à une entreprise dont l'expérience dans la construction des puits forés d'eau potable est avérée dans :		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Etude technique et Implantation ▪ Installation et repli de l'équipe ▪ Construction des puits ▪ Equipement des puits ▪ Aménagement des aires de puisage ▪ Pose de la pompe manuelle ▪ Désinfection et analyse de l'eau. ▪ Formation des agents de maintenance dans chacun des villages bénéficiaires 		
2. Animation communautaire		
Ce volet est assuré par une OAL, et consiste à :		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ La sensibilisation, l'information et l'appui à la mise en place des comités de gestion ▪ la mise en place des engagements mutuels ▪ le suivi de l'organisation des engagements 		
3. réhabilitation de puits d'eau potable non fonctionnels		
ce volet est réalisé par un entrepreneur qualifié qui aura pour tâches :		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Etude technique et Implantation ▪ Installation et repli de l'équipe <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réfection des puits (amélioration de la structure des puits et des dispositifs existants non fonctionnels...) ▪ Désinfection et analyse de l'eau. 		
Caractéristiques de l'ouvrage :		
Ce sont :		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Profondeur maximum 29 mètres ▪ Diamètre maximum : puits 1 mètre 50 		

Plan Communal de Développement de BIYOUHA

Buse 1/ 1mètre 20 <ul style="list-style-type: none">▪ Equipement : buses emboîtées, en béton armé, avec massif de gravier dans l'espace annulaire.	
Exhaure : L'ouvrage est équipé d'une pompe à main avec possibilité de laisser un regard de 0,30mx0,60 m pour un puisage de secours .	
Respect des politiques environnementales : Pour réaliser le projet, l'entrepreneur respectera toutes les procédures et normes en vigueur au Cameroun pour la réalisation des travaux de cette envergure. Le projet entraînant la destruction d'un couvert végétal et tellurique, seule la superficie minimum permettant la réalisation des travaux sera décapée. La terre enlevée sera d'ailleurs utilisée en partie lors de la création des espaces verts et de l'aire de jeu.	
Durée d'exécution : 60 jours	Date souhaitée de démarrage : juillet 2011
Nature du micro-projet	
Nouveau micro-projet :	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non	
Source de financement :	
▪ Contactées : FEICOM (94 880 000 FCFA) - PNDP (5 000 000 FCFA)	
▪ Déjà impliquées :	
Documents concernant les autres sources de financement disponibles :	
Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>

III- FICHE DE MICRO-PROJET 3**1.3 Fiche d'identification du micro-projet**

N° de référence :		Désignation du micro-projet : Extension du réseau électrique dans la commune de Biyouha	
Province : Centre		Domaine d'intervention : Infrastructures collectives : Energie	
Commune : BIYOUHA			
Quartier:			
Maître d'ouvrage : Commune de BIYOUHA			
Maître d'ouvrage délégué :		Co – contractant : à déterminer après appels d'offres	Ingénieur : Délégué Départemental des Travaux Publics du Nyong et Kellé
Organisme co-intervenant : A déterminer après appel d'offre			
Objectif du micro-projet : Construire des logements sociaux en matériaux définitifs dans la Commune de BIYOUHA.			
Coût estimé : 49 500 000 FCFA		Financement demandé au Projet : 49 500 000 FCFA	
		Contribution de la Commune 4 500 000 FCFA	Source de financement : - PNDP - Commune de BIYOUHA
Description sommaire du micro-projet : Le projet sera réalisé par une entreprise expérimentée agréée à la Aes-Sonel. Les travaux consistent à l'extension d'une ligne électrique monophasée. Cette opération desservira le parcours des villages Bangsombi – Song Poua – Nsonga – Song Mapan sur une distance d'environ 12 km.			
Respect des politiques environnementales : Pour réaliser le projet, l'entrepreneur respectera toutes les procédures et normes en vigueur au Cameroun pour la réalisation des travaux de cette envergure. Le projet entraînant la destruction d'un couvert végétal et tellurique, seule la superficie minimum permettant la réalisation des travaux sera décapée.			
Durée d'exécution : 60 jours		Date souhaitée de démarrage : juillet 2011	
Nature du micro-projet Nouveau micro-projet : Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non			
Source de financement : Contactées : PNDP (45 000 000 FCFA) Déjà impliquées : Ressources propres en espèces : 4 500 000 FCFA			
Documents concernant les autres sources de financement disponibles : Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>			

IV - FICHE DE MICRO-PROJET 4**1.4 Fiche d'identification du micro-projet**

N° de référence :	Désignation du micro-projet : Travaux de réfection d'un pont à So Mapan	
Province : Centre	Domaine d'intervention : Infrastructures collectives : Ouvrage d'art	
Commune : BIYOUHA		
Quartier:		
Maître d'ouvrage : Commune de BIYOUHA		
Maître d'ouvrage délégué :	Co – contractant : à déterminer après appels d'offres	Ingénieur : Délégué Départemental des Travaux Publics du Nyong et Kellé
Organisme co-intervenant : A déterminer après appel d'offre		
Objectif du micro-projet : Refaire un pont à plancher en bois abîmé dans le village de So Mapan - Commune de BIYOUHA.		
Coût estimé : 10 000 000 FCFA	Financement demandé au Projet : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux de réfection d'un pont : 10 500 000 FCFA Source de financement : <ul style="list-style-type: none"> ▪ PNDP ▪ Commune de Biyouha 	
Description sommaire du micro-projet : Le projet consiste à mener les travaux de réparation d'un pont sur la rivière Lep Nguen dans le village de So – Mapan - Arrondissement de Biyouha (voir plan). Ce projet, dont la réalisation sera passée à une entreprise dont l'expérience dans la construction des ponts et ponceaux en milieu rural comprend essentiellement un ensemble des réalisations techniques, notamment : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Etude technique et Implantation ▪ Installation et replis de l'équipe ▪ Travaux d'art ▪ Le dégagement du pourtour 		
Respect des politiques environnementales : Pour réaliser le projet, l'entrepreneur respectera toutes les procédures et normes en vigueur au Cameroun pour la réalisation des travaux de cette envergure. Le projet entraînant la destruction d'un couvert végétal, seule la superficie minimum permettant la réalisation des travaux sera dégagée sur environ 200m ² .		
Durée d'exécution : 30 jours	Date souhaitée de démarrage : juillet 2011	
Nature du micro-projet <ul style="list-style-type: none"> • Nouveau micro-projet : Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé :		
Source de financement : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Contactées : PNDP (10 000 000 FCFA) ▪ Déjà impliquées : Commune de Biyouha (500 000 FCFA) 		
Documents concernant les autres sources de financement disponibles : Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>		

V. MISE EN ŒUVRE ET SUIVI - EVALUATION DU PCD

V.1. MISE EN ŒUVRE

V.1. 1. ORGANE DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN.

Pour une mise en œuvre endogène du plan de développement communal élaboré de façon participative par toutes les forces vives intervenant au sein de la commune, il est mis en place un comité de pilotage du PCD, chargé de son exécution, par arrêté municipal. Le mandat donné à ce comité est précisé dans l'arrêté sus évoqué et présenté en annexe. Les membres de ce comité présidé par le Maire de la Commune de BIYOUHA viennent du conseil municipal et des services déconcentrés de l'Etat. Ils sont représentatifs de toute la commune selon les critères de localisation, d'appartenance aux différentes commissions communales (les 3 commissions sont représentées) en ce qui concerne le conseil municipal. Quant au choix du sectoriel, il est fonction de son engagement à collaborer avec la Mairie.

Ce Comité composé de six membres est un cadre de concertation, de réflexion et d'évaluation avec pour mission :

- De faire le marketing du PCD
- de veiller à la bonne exécution du PCD
- d'orienter les actions engagées en fonction de la politique de développement du gouvernement et de la commune
- de promouvoir le partenariat nécessaire à la bonne réalisation des projets
- de suivre la réalisation desdits projets
- de rapporter au conseil municipal les actions engagées et les résultats obtenus
- de mener une évaluation bimensuelle et reprogrammer les actions non accomplies.

Cet organe mettra en place un plan de travail qui devra être validé et une délibération devra s'en suivre. Ses capacités seront renforcées sur la base du plan de formation en annexe.

Les fonctions de ce comité sont gratuites. Toutefois, les dépenses liées à son fonctionnement sont supportées par le budget de la commune.

V.1.2. LE CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CDMT ET DU PIA

La stratégie de mise en œuvre du Plan Communal de Développement telle que présentée dans les cadres logiques et déclinée dans le CDMT et le PIA, pour une mise en œuvre efficace, doit obéir au respect des normes environnementales et de gestion durable des terres. La gestion des ouvrages quant à elle se fera avec la bonne gouvernance et nécessitera le renforcement des capacités des différents acteurs.

Que ce soit au niveau local ou communal, la prise en compte de l'environnement dans les projets permet de déterminer les menaces ou problèmes qui pèsent sur ces éléments. Il est aussi question de dégager et planifier les idées de projets susceptibles soit d'atténuer les impacts négatifs, soit de maximiser les impacts positifs ou les opportunités de la Commune.

Les potentiels impacts environnementaux :

- a) Les feux de brousse : les populations dans leur esprit de facilité pourraient mettre les feux surtout en ce qui concerne l'extension du réseau électrique qui nécessite la destruction de la végétation sur le passage de la moyenne ou basse tension. Ces feux peuvent dévaster les champs et plantations des populations créant ainsi des perturbations environnementales. Les ouvriers pourront également brûler les gravats ou autres déchets aux chantiers de construction des logements sociaux.
- b) le mauvais choix des sites d'implantation des points d'eau potable: certains mauvais choix des sites peuvent être faits causant les perturbations de circulation des populations par destruction des routes et pistes.
- c) la production de déchets solides ou liquides durant la construction ou l'opération pouvant soit affecter l'écologie des eaux des rivières et sources ou alors perturber la canalisation des eaux usées les déviant vers d'autres habitats ou détruisant les routes.

Les potentiels impacts sociaux

- a) Toutes les zones d'implantation des chantiers de construction (réseau électrique, bâtiments, route et ponts ou forage) qui importeront les travailleurs étrangers seront considérées comme des lieux à risques par rapport aux VIH/SIDA, MST, Grossesses non désirées et autres activités de luxure ou de prostitution
- b) la mauvaise distribution des infrastructures : le choix des sites d'implantation des forages sans consultation préalable des bénéficiaires pour des raisons politiques, de conservation ou de conflit peuvent conserver les difficultés d'autres personnes à accéder à ces biens.

Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables

Certaines mesures seront prises pour atténuer ou alors éviter ces risques tant sur le plan environnemental que sur le plan social:

- Une sensibilisation sera initiée par la commission des Affaires Sociales du conseil municipal appuyée par l'OAL pour amener les salariés du chantier et les populations environnantes à adopter un comportement sain et responsable ;
- Les choix des sites de construction des forages seront précédés des sensibilisations pour une distribution équitable ;
- Les lignes électriques suivront les trajectoires ne créant pas de pertes d'espaces de culture ou d'habitation ;
- Organisation des dépistages du VIH

Plan sommaire de gestion de l'environnement

Plusieurs facteurs expliquent la nécessité de prendre en compte l'environnement dans les plans, programmes ou projets à mettre en œuvre.

Le développement (durable) qui vise à satisfaire nos besoins actuels sans compromettre les chances des générations futures poursuit au moins trois objectifs :

- maintenir l'intégrité de l'environnement (processus écologiques) et de l'utilisation durable des espèces et des écosystèmes ;
- améliorer l'équité sociale (participation, santé, bonne gouvernance, etc.);
- améliorer l'efficacité économique.

Dans le cas des microprojets, l'intégration des préoccupations environnementales devra se faire au moyen du formulaire d'enquête socio environnementale. Pour les microprojets d'ouverture de piste, une étude d'impact sur l'environnement est requise.

Pour assurer la protection de l'environnement, les entreprises se conformeront aux lois et règlements en vigueur au Cameroun. Pour cela :

- il sera formellement interdit de brûler les déchets et gravats au chantier. Tous les déchets et gravats seront évacués en des lieux de dépôt indiqués par le maître d'ouvrage. Toutefois, s'il y a nécessité, certains déchets ou gravats pourront être brûlés dans les lieux de dépôt après l'accord du maître d'ouvrage.
- Une fosse de réception sera construite pour collecter les produits non utilisables des aires de préfabrication de béton.
- Les abords des sites seront aménagés à la fin des travaux de manière à maintenir les mêmes courants de circulation des eaux de ruissellement qu'avant le début des travaux.
- l'utilisation des matériaux polluants est prohibée. Aussi un accent sera mis sur les travaux liés à l'assainissement de l'ouvrage, la Commune devra donc veiller à ce que les réseaux de canalisation et d'évacuation des eaux usées soient réalisés suivant les normes prescrites par le ministère des travaux publics.

Prévention et sécurité : La sécurité des ouvriers et de toute autre personne intervenant au chantier seront assurés par l'entrepreneur. Ils seront équipés de tout le nécessaire de sécurité en fonction du poste de travail.

Tous les ouvriers recrutés sur place devront recevoir les rudiments de sécurité au chantier. Le chantier sera complètement isolé du public et aucune personne étrangère n'y sera admise. Un plan de sécurité devra être élaboré par le prestataire avant le début des travaux.

Impacts positifs

La Commune étant une représentation formelle de la population entière et, les projets prioritaires retenus par la Commune émanant de cette dernière, l'environnement social ne pourra qu'être favorable à ces projets qui viennent le niveau de vie des populations à BIYOUHA.

De façon indirecte, des retombées économiques seront enregistrées.

- Les salaires de la main d'œuvre locale recrutée par les entrepreneurs alimentent les flux monétaires au sein de la Commune.
- Les chantiers permettront de développer des activités de commerce diverses qui augmenteront les revenus des populations concernées.

La bonne Gouvernance

Tous les projets ou actions à mettre en œuvre devront être gérés par un comité de gestion formé qui rendra compte aux bénéficiaires et organisera des évaluations. Les précisions et modalités seront précisées dans les documents des projets.

V.1.3. LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE LOCALE

L'économie de la Commune de BIYOUHA est essentiellement basée sur l'Agriculture. Le Développement de l'Economie Locale passera obligatoirement par le renforcement de l'outil de production agricole et la mise œuvre d'un modèle de Développement qui sera développé avec l'appui du consultant.

Agriculture :

Les principales cultures devant soutenir l'économie de la Commune sont le Palmier à huile, le Bananier plantain et le cacaoyer. Les deux premières sont les plus importantes et la Commune entend organiser leurs productions.

- le palmier à huile : elle compte en moyenne 1700 hectares en production. La commune compte encourager les jeunes en créant chaque année une pépinière de 7500 plants prêts à planter pour 500 jeunes. Une organisation à cet effet sera faite avec l'appui accompagnement du sectoriel du MINADER.

Un modèle de développement sera créé par une organisation des producteurs de la filière et la création d'une structure faitière qui organisera toutes les activités connexes devant soutenir d'autres secteurs de l'économie.

- le bananier plantain : il est également ciblé avec l'avènement des revendeurs venant de différents horizons même du GABON.
- le cacaoyer : il reprend de l'essor. Notons la présence d'une pépiniériste au village NSONGA produisant les plants au profit des populations.

Elevage : un accent sera mis sur l'accompagnement par le sectoriel d'élevage à la mise en œuvre d'un élevage semi moderne avec utilisation des races améliorées.

Le secteur informel : il est prévu l'accompagnement de certains jeunes sur la base de leurs expériences, au montage et suivi des requêtes de financement adressées à certaines organisations telles que le PACA, PIAASI, le PAJER-U. d'autres jeunes passeront par des formations spécifiques.

Le petit commerce : il grandira avec l'organisation des marchés périodiques.

Voici du reste résumées dans le tableau ci-dessous les actions à mener ces trois ans par la Commune pour promouvoir le Développement de l'économie locale d

Tableau 8 : définition des actions à mener pour le Développement de l'Economie Locale

SECTEUR	ACTIONS A PROMOUVOIR	BENEFICIAIRES	SOURCES DE FINANCEMENT POTENTIELLES
Agriculture	03 pépinières de 7500 plants de palmier à huile	150 jeunes	Commune
	Culture des bas fonds	03 jeunes	MINADER, Commune
Elevage	06 élevages modernes	06 jeunes	PACA, PAJER-U
Commerce	Création et construction de 03 marchés dans les villages	Les populations	Commune
	Organisation de la commercialisation des produits du palmier et le cacao	150 planteurs	Planteurs Commune
Poste et Télécommunications (NTIC)	Ouverture d'une Télé boutique	01 jeunes	PIAASI

V.1.4. PLAN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

Le document du PCD doit être connu de toutes les parties prenantes au développement de la Commune aux fins d'en faire un marketing. Un membre de l'Exécutif communal, responsable de la communication désigné par arrêté municipal, sera chargé de la promotion du PCD.

1- l'information des contribuables.

Après atelier d'élaboration du PCD ayant regroupé entre autres participants, les présidents des CC représentant leurs populations, une mission communale de sensibilisation devra parcourir les 10 villages de la commune pour leur présenter les actions à mener ainsi que leur niveau de participation attendue. Un plan d'intervention sera produit et les ressources à libérer par localité arrêtées. Le suivi de la mise en œuvre de ces actions se fera par les Conseillers municipaux, les chefs des villages et le Présidents des CC.

2- ouverture d'un site web.

La Commune de BIYOUHA programme s'ouvrir au monde extérieur en créant un site web. Le PCD sera de ce fait introduit et toute la scène nationale et internationale le consulterait.

3- Information de certains organismes de développement.

Un certain nombre d'institutions sera ciblé et des notes de présentation du PCD leurs seront envoyées.

V.2. SUIVI - EVALUATION

Pour une bonne mise en œuvre comme pour une bonne évaluation du PCD il est impérieux de connaître dans son fond, le document du plan avec toute sa programmation.

L'appréciation des actions programmées se fera par deux dispositifs de suivi:

Un Dispositif interne de suivi évaluation à l'Institution communale : composé de trois membres, dont deux conseillers pris par leur compétence et un agent communal. Ils évalueront régulièrement à court terme les actions programmées. Ce premier comité de suivi-évaluation se chargera d'organiser la grande évaluation annuelle et de reprogrammation.

Un Dispositif indépendant de l'Institution communale : impliquant les citoyens et autres acteurs de la Commune, il est l'instance de validation du rapport de mise en œuvre des actions programmées pour chaque année.

Pour les deux dispositifs, les compositions, tâches et modalités de fonctionnement seront précisées par arrêté municipal.

Outils et indicateurs de suivi-évaluation à mettre en œuvre dans le PIA.

Les outils à mettre en œuvre pour un bon suivi évaluation du PCD sont :

Tableau de Planification stratégique:

N°	Activités	Produits / Indicateurs	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources			Observations Ou source de financement
				A1	A2	A3	H	M	F	

Tableau de Planification opérationnelle :

N°	Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources/moyens (coût estimatif)			Délai	Observations
					Hum.	Mat.	Fin.		

Tableau de suivi

Actions planifiées	Période		Résultats				Explication de l'écart	Actions à mener
	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	écarts			

Le tableau des signes de bien-être

Objectif : Identifier et mesurer la vision de développement local à long terme en fonction des ressources de la communauté et son plan de développement

Période \ Signe de bien-être	Passé	Présent	Futur
	Proportion de la communauté avec le signe / Base de la proportion	Proportion de la communauté avec le signe / Base de la proportion	Proportion de la communauté avec le signe / Base de la proportion
Forages	0 Village	1 Village	3 Village

CONCLUSION

Le processus d'élaboration du Plan de Développement Communal de BIYOUHA s'est déroulé avec la participation de toutes les parties prenantes au développement. A son issue, d'énormes potentialités ont été recensées entre autres de nombreuses terres, le développement des cultures du palmier à huile, le bananier plantain, le manioc, ainsi que l'entrée remarquable du cacaoyer ; le dynamisme et l'engagement de certains conseillers municipaux et membres de l'Exécutif communal ; la situation à proximité de BOUMNYEBEL, grand carrefour sur l'axe routier Douala – Yaoundé. Malgré de nombreux problèmes recensés lors des différents diagnostics tels que l'absence d'électrification, la difficulté d'accès à l'eau potable, des solutions efficaces et durables ont été proposées lors de l'atelier du PCD.

Les potentielles sources de financement du plan d'Investissement annuel 2011, sur la base de la mobilisation faite par le Maire, promettent un avenir meilleur si toutes les parties prenantes au développement de la commune s'engagent chacune en ce qui la concerne à la mise en œuvre de son potentiel.

Les micros projets d'extension du réseau électrique, construction des logements sociaux pour la stabilisation de certains travailleurs à leur lieu d'affectation, de réfection des ponts, de construction des points d'eau potables dans les villages les plus nécessaires, retenus pour la première année sont un signe de l'accomplissement de la vision de développement de la Commune exprimée par le Maire en début de planification.

Pour une mise en œuvre objective de ce plan, un comité chargé de piloter le PCD a été mis en place par arrêté municipal. Il sera accompagné techniquement par des sectoriels et s'efforcera de produire les résultats escomptés. Ces résultats ne pourront être atteints que si ce Comité arrive à mobiliser les ressources internes et externes, par la définition des programmes de recherche des financements intégrant toutes l'élite de la Commune, pour un Développement Intégral de l'Homme.

ANNEXES

ANNEXE 1 : BIBLIOGRAPHIE

- Document de Stratégie pour la Croissance et l'emploi ;
- Rapport consolidé des données des diagnostics de la Commune de BIYOUHA (mars 2011)
- Guide méthodologique de planification régionale et locale (1^{ère} édition octobre 2009)

ANNEXE 2 : LISTE DES